



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

<i>Comment l'armée chinoise se prépare pour devenir la plus puissante du monde</i>	<i>Page 2</i>
<i>Chine-Etats-Unis: la bombe à retardement taïwanaise</i>	<i>Page 3</i>
<i>La Chine sort le grand jeu de la séduction face aux pays d'Asie du Sud-Est</i>	<i>Page 4</i>
<i>Russie-Chine: leur rapprochement crée de «nouveaux dangers» pour l'Otan</i>	<i>Page 6</i>
<i>A Washington, l'urgence est d'éviter une alliance entre Moscou et Pékin</i>	<i>Page 7</i>
<i>Le Pentagone redouble d'efforts pour contrer la Chine</i>	<i>Page 9</i>
<i>Pour son secrétaire général, la proximité entre la Russie et la Chine crée de « nouveaux dangers » pour l'Otan</i>	<i>Page 11</i>
<i>Comment l'Estonie fait face aux menaces de la Russie aux portes de l'Europe</i>	<i>Page 12</i>
<i>La Russie va renforcer militairement ses frontières occidentales face à l'Otan</i>	<i>Page 14</i>
<i>Le contrôle de la nouvelle route maritime en Arctique oppose la Russie aux Etats-Unis et à la Chine</i>	<i>Page 15</i>
<i>Exercices militaires internationaux en mer Noire malgré l'opposition de Moscou</i>	<i>Page 18</i>
<i>Paris dénonce la « captation du pouvoir » par les « mercenaires russes » en Centrafrique</i>	<i>Page 19</i>
<i>Quand la Turquie fournissait des armes à Al-Qaïda en Syrie</i>	<i>Page 20</i>
<i>Le drone low cost turc rebat les cartes militaires et géopolitiques</i>	<i>Page 22</i>
<i>Afghanistan, Mali : fin d'un paradigme ?</i>	<i>Page 26</i>
<i>Des militaires afghans fuient les talibans au Tadjikistan et en Ouzbékistan.</i>	<i>Page 28</i>
<i>Barkhane: pourquoi la France suspend sa coopération avec l'armée malienne</i>	<i>Page 29</i>
<i>Enjeux de la lutte contre le financement du terrorisme et de la criminalité organisée en Europe (T 1286)</i>	<i>Page 31</i>
<i>Un think tank américain critique la capacité de défense militaire française</i>	<i>Page 34</i>
<i>Réformer le renseignement : « L'ambition dont on n'a pas les talents est un crime »</i>	<i>Page 40</i>
<i>Les trois clés pour la souveraineté numérique</i>	<i>Page 43</i>
<i>Savoie: un légionnaire se tue lors d'un entraînement en montagne, un deuxième blessé</i>	<i>Page 45</i>



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Comment l'armée chinoise se prépare pour devenir la plus puissante du monde

Puissante et nombreuse, l'armée populaire de Chine gagne en influence sur la scène internationale, comme l'exige le président Xi Jinping. Mais c'est aussi une force qui manque d'expérience du combat. Une faiblesse qu'elle entend bien surmonter avant d'attaquer Taïwan.

L'armée chinoise (Armée populaire de libération, PLA) a de l'ambition. Elle aura, prévoit-elle, réalisé sa modernisation totale d'ici à 2035. Et elle sera devenue en 2049, soit 100 ans après l'avènement de la République populaire de Chine, une force militaire de classe internationale.

En avance sur son calendrier

À l'évidence, cette armée est en avance sur son propre calendrier. L'armée de Terre chinoise dispose déjà des effectifs les plus importants au monde, soit 1,3 million de soldats d'active. La marine surclasse, en nombre de bâtiments, l'US Navy et ses 296 unités. L'armée de l'air chinoise est déjà sur le podium mondial, sur la 3e marche certes, mais ambitionnant de gagner des places.

Parité stratégique atteinte avec les États-Unis. Officiellement, son budget militaire ne représente que 1,3 % du PIB. Toutefois, au cours des dix dernières années, la hausse moyenne annuelle de l'enveloppe a été de 8 %. Le budget de la Défense pourrait passer de 174 milliards de dollars en 2019 à 270 milliards en 2023, selon le dernier rapport annuel du DoD, le ministère américain de la Défense qui reconnaît que la PLA surclasse les forces US, non seulement au niveau de la flotte de combat mais aussi dans les domaines de la défense antiaérienne et des missiles sol-sol balistiques.

Le constat est indiscutable : la Chine a bien atteint la parité stratégique avec les États-Unis.

Toutefois, la parité opérationnelle est loin d'être acquise, le Pentagone conservant une bonne longueur d'avance en termes de fiabilité des armements, de maîtrise du champ de bataille, d'entraînement et d'aguerrissement. Il faut dire que les guerres d'Irak puis les opérations anti-insurrectionnelles en Afghanistan et au Proche-Moyen-Orient ont forgé un outil, critiquable certes, mais redoutable. Ce dont Pékin est bien conscient.

Pas de bataille depuis quarante-deux ans. L'armée chinoise a livré sa dernière grande bataille en février 1979 et subi une défaite assez embarrassante contre l'armée vietnamienne qui avait envahi le Cambodge. Hormis quelques escarmouches navales (comme en 1998) ou au Cachemire avec l'Inde, cette armée n'a donc pas l'expérience du feu.

Lors de son départ en retraite, en 2018, le général He Lei, commandant adjoint de l'Académie des sciences militaires, a amèrement regretté de ne pas avoir connu le feu. Sa remarque s'inscrivait parfaitement dans la rhétorique officielle de la PLA dont l'organe de presse interne, le PLA Daily, a cité à 565 reprises entre 2012 et 2018, la maladie de la paix.

Une maladie dont les symptômes seraient un certain laxisme de la hiérarchie, un entraînement déficient et un manque de réactivité. Ce sont des travers que le président Xi Jinping lui-même a dénoncés dès 2015 en parlant des cinq incapacités de l'encadrement, qui comprendrait mal les ordres et qui manquerait de l'esprit de jugement, d'initiative, de décision et de combativité.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Xi Jinping exige une aptitude au combat permanente Depuis 2017, Xi ne cesse donc d'insister sur la préparation opérationnelle, exigeant même en janvier dernier une aptitude au combat permanente.

S'entraîner est donc impératif ; mais le faire en vase clos est contre-productif. C'est pourquoi la PLA recherche toutes les occasions d'acquérir des savoir-faire et de l'expérience. Pékin s'est ainsi massivement engagé dans les opérations onusiennes de maintien de la paix (Liban, Soudan, Mali etc.). C'est pourquoi la PLA n'hésite pas à sortir de son pré carré pour participer à des opérations humanitaires (en Libye pour évacuer des ressortissants) ou à des actions de lutte contre la piraterie maritime (depuis 2008, dans l'océan Indien).

Enfin, les armées chinoises prennent fréquemment part à des exercices binationaux ou multinationaux. Et même avec les forces US qui restent pour les Chinois un modèle à copier, à égaler et à surpasser.
ouest-france.fr

Chine-Etats-Unis: la bombe à retardement taïwanaise



Claude Leblanc

17 juin 2021 à 06h00

Depuis plusieurs mois, les Chinois et les Américains s'affrontent autour de Taïwan. Les premiers veulent le retour de l'île dans leur giron tandis que les seconds soutiennent ses envies d'indépendance.



Charles Michel, Joe Biden, Yoshihide Suga, Boris Johnson, Mario Draghi, Emmanuel Macron

© Sipa Press

En envoyant 28 avions à proximité de Taïwan, ce qui représente la plus grande sortie de l'année, l'armée de l'air chinoise a fait, le 15 juin, une nouvelle démonstration de force et renforcé sa pression sur le gouvernement de Taipei, alors que celui-ci tente de renforcer ses liens avec les Etats-Unis. La question taïwanaise s'impose comme le principal sujet de confrontation entre les Chinois

et les Américains. Il constitue surtout l'élément qui pourrait servir de détonateur à un conflit armé dont on ne peut déterminer encore l'ampleur. Washington et Pékin se lancent des avertissements concernant Taïwan depuis la prise de fonction de Joe Biden en janvier, ajoutant aux tensions qui n'ont cessé de s'accroître sous l'administration Trump.

L'échange le plus récent a eu lieu lors du sommet du G7, le week-end dernier, alors que ses membres (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), à la demande du président américain, ont exprimé leurs préoccupations concernant l'île dirigée, depuis 2016, par Tsai Ing-wen. Pékin a réagi par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Zhao Lijian. « Les Etats-Unis sont malades. Le G7 devrait prendre leur pouls et leur prescrire des médicaments », a-t-il déclaré. De tels propos rappellent les passes d'armes entre Donald Trump et Kim Jong-un avant que les deux hommes finissent par se rencontrer et entamer un dialogue. Ce qui était et reste possible sur la Corée du Nord semble en revanche impossible à propos de Taïwan.

Réunification. Pour la Chine, l'île fait partie intégrante de son territoire et la réunification est inéluctable même si elle doit se faire par la force. Du côté taïwanais où cette idée a longtemps dominé, l'état d'esprit est désormais



bien différent. Ce qui était vrai pour la population la plus âgée qui avait encore de fortes attaches avec le continent ne l'est plus pour les jeunes générations qui se sentent d'abord « taïwanaises » avant d'être « chinoises ». Elles ont une plus grande proximité culturelle avec le Japon qu'avec la Chine populaire, et refusent par conséquent de vivre sous le principe « un pays, deux systèmes » que leur propose Pékin.

Ils y sont d'autant moins favorables que la récente crise à Hong Kong, où, là aussi, la jeunesse s'est mobilisée pour ne pas basculer totalement sous l'influence chinoise, a montré les limites de cette politique d'autonomie promue par la Chine. Ces points de vue en apparence irréconciliables devraient cependant faire l'objet d'un dialogue. Or la politique d'isolement diplomatique entreprise par les Chinois vis-à-vis de Taïwan n'a pas permis de trouver des ouvertures. Cela a plutôt renforcé la détermination des Taïwanais à se tourner vers les Etats-Unis et leurs alliés. Dans la logique de confrontation qui oppose les deux grandes puissances, le dossier taïwanais est devenu la principale pierre d'achoppement. La situation de blocage est telle que la seule réponse proposée est le déploiement de force. Tant que les avions ne font que passer, c'est un moindre de mal. Reste à savoir jusqu'à quand.

La Chine sort le grand jeu de la séduction face aux pays d'Asie du Sud-Est



Claude Leblanc

08 juin 2021 à 17h45

Pour garder l'initiative, Pékin a proposé à l'ASEAN et ses 10 membres (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) de renforcer leur coopération, notamment dans la production de vaccins contre la Covid-19



© Sipa Press

L'ASEAN demeure le premier partenaire commercial de la Chine, suivie par l'Union européenne et les Etats-Unis. En mai, les exportations chinoises vers l'Asie du Sud-Est ont augmenté de 40,59 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 39,2 milliards de dollars, tandis que les importations en provenance de l'ASEAN ont augmenté de 53,77 % pour atteindre 33,1 milliards de dollars.

« Un ami, c'est une route ; un ennemi, c'est un mur. » C'est peut-être avec ce proverbe en tête que Wang Yi, le ministre des Affaires étrangères chinois, a accueilli, le 7 juin, ses homologues de l'Association des pays du Sud-Est asiatique (ASEAN) pour leur sommet annuel, à Chongqing, dans le Sud-Ouest de la Chine. L'objectif affiché du chef de la diplomatie chinoise était de consolider les rapports avec l'organisation régionale à un moment où les pressions occidentales se font de plus en plus fortes.

Elargir la voie diplomatique avec l'Asie du Sud-Est, sa zone d'influence traditionnelle, lui apparaît indispensable à un moment où l'administration Biden multiplie les initiatives pour isoler la Chine. « Nous pouvons envisager d'élever les liens Chine-ASEAN au rang de partenariat stratégique global afin de montrer que notre relation est



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

ournée vers l'avenir et de marquer une nouvelle étape dans notre coopération », a-t-il déclaré en préambule d'une réunion jugée importante pour l'avenir de leurs rapports.

La volonté de la Chine d'élever leurs relations au niveau de partenariat stratégique global met en évidence sinon une certaine fébrilité du moins un besoin d'exprimer le rôle crucial que cette région occupe dans sa politique étrangère. Elle doit renforcer sa coopération avec l'ASEAN, en particulier dans le domaine de la défense. C'est ce que laisse entendre la proposition de Pékin soucieux de garder l'initiative et de mettre en place des liens privilégiés avec les pays l'entourant. Si ses relations avec la Russie, qui bénéficient, depuis 2019, du statut particulier de « partenariat stratégique global de coordination dans la nouvelle ère », sont au plus haut, le gouvernement chinois s'est assuré que celles avec le Pakistan, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Myanmar et la Thaïlande atteignent le niveau le plus élevé. Il était donc naturel qu'il souhaite l'élargir à l'ASEAN afin de maintenir une certaine logique à leur diplomatie.

Code de conduite. Le poids politique de l'ASEAN reste faible, mais l'organisation fait l'objet de toutes les attentions en raison de son importance économique. C'est pourquoi Wang Yi a exprimé devant ses représentants le désir de son pays de renforcer la coopération liée à la pandémie et de travailler avec l'ASEAN pour stimuler la reprise économique, tout en faisant avancer les discussions sur un code de conduite en mer de Chine méridionale. Ce dernier point est évidemment le plus sensible. La ministre des Affaires étrangères indonésienne, Retno Marsudi, a estimé, à l'issue du sommet, que l'ASEAN et la Chine « doivent immédiatement » poursuivre les discussions sur le code, notant que « les progrès sont actuellement très lents. Notre capacité à gérer le sujet de la mer de Chine méridionale sera un test pour nos relations. »

Bien que Wang Yi a expliqué que son pays est « prêt à renforcer le dialogue et la consultation avec les différentes parties en mer de Chine méridionale pour gérer correctement les différences et y maintenir conjointement la stabilité, et éviter les actions unilatérales, sources de conflits », l'ASEAN et ses membres se montrent circonspects face à l'attitude chinoise. La semaine dernière, la Malaisie a convoqué l'ambassadeur de Chine après l'intrusion d'avions militaires chinois dans les eaux contestées au large de ses côtes, entraînant aussitôt une prise de position de Washington qui a exprimé son soutien à Kuala Lumpur et appelé la Chine à respecter la souveraineté de toutes les nations. L'absence de progrès significatifs sur ce dossier, en dépit des promesses chinoises souvent réitérées, constitue le défi le plus important pour Pékin et explique aussi l'idée d'élever le statut des relations diplomatiques avec l'organisation régionale.

A l'instar de la nature, la diplomatie a horreur du vide. Les Chinois savent que leur pays pourrait perdre de son influence s'ils laissent aux pays membres du Quad (Australie, Etats-Unis, Inde et Japon) la possibilité d'accroître leur présence dans la région. Fin octobre dernier, le Premier ministre japonais Yasuhide Suga s'est rendu en Indonésie et au Vietnam tandis que l'Inde, même affaiblie par la crise sanitaire, multiplie les accords de défense avec le Vietnam et les Philippines, et reste « à l'avant-garde et au centre de l'engagement américain dans la région Indo-Pacifique », comme l'a rappelé, le 8 juin, Lindsey W. Ford, secrétaire adjoint à la Défense américaine pour l'Asie du Sud et du Sud-Est.

L'initiative du Quad, en mars, de produire un milliard de doses de vaccins d'ici la fin de 2022 pour les fournir aux pays asiatiques a conforté le gouvernement chinois dans son désir de mieux choyer l'ASEAN dans sa lutte contre la pandémie et de la soutenir sur le plan économique. A la veille du sommet, à l'issue de sa rencontre avec Luhut Binsar Panjaitan, l'envoyé spécial du président indonésien, le ministre des Affaires étrangères chinois a annoncé l'intention de son gouvernement d'y soutenir la construction d'une unité de production de vaccins, et d'encourager les producteurs chinois de vaccins à effectuer des essais cliniques dans ce pays. « L'Indonésie a fait savoir qu'elle était prête à devenir un centre régional de production de vaccins », a confirmé Retno Marsudi.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

L'Indonésie occupe la présidence tournante de l'ASEAN et le soutien que Pékin peut lui apporter lui permettra d'améliorer les rapports de confiance. Jakarta a pris beaucoup de retard dans la vaccination, avec moins de 5 % de ses 270 millions d'habitants ayant été vaccinés. La Chine a jusqu'à présent fourni la majeure partie des 92,2 millions de vaccins Covid-19 reçus dans le pays et il a été le premier pays, en dehors de la Chine, à autoriser le vaccin Sinovac.

En assurant à l'ASEAN la possibilité de participer concrètement à la production de sérums, les Chinois marquent assurément des points. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que l'organisation régionale et ses membres vont tourner le dos aux Etats-Unis, ne serait-ce qu'en raison de la situation en mer de Chine méridionale. Si sa position n'est pas toujours confortable dans le contexte de rivalité entre les deux grandes puissances, l'ASEAN commence à comprendre qu'elle peut tirer son épingle de ce grand jeu diplomatique.

Russie-Chine: leur rapprochement crée de «nouveaux dangers» pour l'Otan - l'Opinion 08 juin 2021 à 17h45

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique craint la collaboration de plus en plus forte entre une Chine qui «ne partage pas nos valeurs» et une «Russie agressive». L'Otan, dont les dirigeants se retrouvent le 14 juin à Bruxelles, doit «s'adapter», a prévenu Jens Stoltenberg



Vladimir Poutine et Xi Jinping s'entendent de mieux en mieux, ce qui fait peur à l'Otan.

© Sipa Press

Ça a le mérite d'être clair. « L'ordre fondé sur les règles, la base du multilatéralisme, est menacé » par le rapprochement « politique et militaire » entre la Russie et la Chine, a assuré Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance atlantique. Moscou et Pékin entretiennent depuis quelque temps une collaboration de plus en plus intense. Il

s'agit d'une nouvelle dimension et d'une série de défis pour l'Otan. Il en découle de nouveaux dangers », a prévenu le diplomate norvégien dans un entretien accordé à *La Repubblica* et publié mardi 8 juin au lendemain d'un entretien à Washington avec le président américain Joe Biden, qui craint lui aussi cette alliance.

« Moscou et Pékin coordonnent de plus en plus souvent leurs positions respectives dans les décisions prises au sein des organisations multilatérales comme l'ONU. En outre, elles réalisent des exercices militaires conjoints, expérimentent ensemble des vols de longue distance avec des avions de combat et [conduisent] des opérations maritimes, mais elles procèdent aussi à un intense échange d'expériences sur les systèmes d'armement et le contrôle d'internet », a-t-il détaillé dans le quotidien italien, rapporte RFI.

Pour Jens Stoltenberg, l'Organisation doit « s'adapter » pour répondre notamment à « l'ascension de la Chine en tant que puissance militaire » et à « l'agressivité croissante de la Russie », thématiques qui seront au cœur du sommet des dirigeants de l'Otan le 14 juin à Bruxelles en présence de Joe Biden. Celui-ci rencontrera pour la première fois le 16 juin à Genève son homologue russe Vladimir Poutine avec qui les relations sont tendues.

Vigilance. Si « nous ne considérons pas la Chine comme un ennemi (...), la Chine ne partage pas nos valeurs. Elle ne croit pas dans la démocratie, dans la liberté d'expression ni dans la liberté des moyens d'information », a poursuivi le patron de l'Otan. « La Chine est très active en Afrique, dans les Balkans de l'Ouest et dans l'Arctique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Elle engage des investissements massifs dans les infrastructures clés en Europe. Dans le cyberspace, elle est une référence. Tout cela a un énorme impact sur notre sécurité », selon lui.

Quant à la Russie, l'Otan observe une « double approche » : « dissuasion et dialogue », en particulier sur le contrôle des armes. « Nos troupes sont présentes par rotation dans la Baltique, en Pologne et en Roumanie et nous avons de nouveaux modèles d'intervention, de sorte qu'en cas de crise de nouveaux contingents puissent venir en renfort rapidement sur place », a souligné Jens Stoltenberg.

S'agissant de la Biélorussie, pays ami de la Russie, frontalier de trois Etats membres de l'Otan (Pologne, Lettonie et Lituanie), « nous sommes naturellement prêts, en cas d'urgence, à protéger et défendre chaque allié contre tout type de menace provenant de Minsk ou de Moscou », a-t-il averti. L'Otan sera « vigilante ».

A Washington, l'urgence est d'éviter une alliance entre Moscou et Pékin



Claude Leblanc -07 juin 2021 à 12h52

Au moment où la Chine et la Russie multiplient les déclarations insistant sur la solidité de leur entente, les Etats-Unis doivent trouver un moyen d'empêcher un front commun difficile à gérer en cas de crise



© Sipa Press

En mai, Vladimir Poutine a déclaré que « **les relations entre la Russie et la Chine ont atteint le niveau le plus élevé de l'histoire** » au moment où il lançait, lors d'une visioconférence, avec son homologue chinois Xi Jinping la construction de quatre réacteurs nucléaires en Chine, fabriqués à l'aide de la technologie nucléaire russe. L'énergie est d'ailleurs un domaine dans lequel les relations entre les deux pays s'intensifient. Moscou a permis à des

entreprises d'Etat chinoises, telles que la China national petroleum corporation, de réaliser d'importants investissements dans son secteur énergétique, cœur de sa puissance.

A quelques jours du sommet du G7 où l'un des principaux thèmes de discussion sera une nouvelle fois la Chine et de la rencontre entre Joe Biden et Vladimir Poutine, l'une des questions les plus importantes et déterminantes pour l'équilibre international est de savoir si les Occidentaux éviteront de faire basculer définitivement Moscou dans les bras de Pékin. Bien que de nombreux observateurs soulignent le caractère contre-nature du rapprochement entre les Russes et les Chinois, il apparaît de plus en plus clairement que les deux voisins approfondissent leurs relations.

De part et d'autre du fleuve Amour qui fut, il y a un peu plus de cinquante ans, le théâtre d'affrontements entre leurs deux armées, on rivalise d'imagination pour qualifier leurs échanges. Les uns parlent « d'or véritable



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

capable de résister à l'épreuve du feu » quand les autres estiment qu'ils sont « solides comme le roc ». Pour le président russe, « les relations entre la Russie et la Chine ont atteint leur niveau le plus élevé de l'histoire ».

Leur sentiment d'être devenus les bêtes noires des Occidentaux n'est évidemment pas étranger à l'accélération de leur rapprochement et une coordination de leurs échanges de haut niveau, lesquels ne semblaient pas jusque-là couler de source. Depuis l'élection de Joe Biden, dont la politique étrangère confirme les orientations prises sous les présidences de Barack Obama et de Donald Trump, Pékin et Moscou semblent convaincus que l'Occident cherche à les isoler. Il est ainsi intéressant de noter que les deux pays se soutiennent mutuellement avant ou après les rencontres avec les Américains.

Au lendemain du sommet sino-américain à Hawaii au cours duquel les deux pays ont clairement exposé leurs différences, le ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov a rencontré son homologue chinois Wang Yi dans le Sud de la Chine. Yang Jiechi, le patron de la diplomatie au sein du Parti communiste chinois, s'est rendu, en mai, dans la capitale russe pour des entretiens stratégiques et de sécurité juste après la rencontre entre Serguei Lavrov et Antony Blinken à Reykjavik pour préparer les discussions de leurs présidents respectifs à Genève.

Tueur et voyou. On peut interpréter leurs présences réciproques comme une volonté d'affirmer la solidité de leurs liens alors que Joe Biden considère Vladimir Poutine comme « un tueur » et Xi Jinping comme « un voyou ». Chinois et Russes ne manquant pas une occasion de se soutenir mutuellement face aux pressions occidentales comme l'a encore fait, le 4 juin, Serguei Lavrov dans une conversation téléphonique avec Wang Yi au cours de laquelle ce dernier a rappelé que les Etats-Unis « utilisent la démocratie pour former de petites cliques, se servent des droits de l'homme comme d'une excuse pour s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays et promeuvent l'unilatéralisme sous la bannière du multilatéralisme ».

Parallèlement aux manifestations diplomatiques de leur bonne entente, les Occidentaux doivent aussi prendre en considération la capacité des deux pays à exercer une pression militaire quasi simultanée en Europe et en Extrême-Orient. Tandis que l'on observait les manœuvres de l'armée russe du côté de l'Ukraine, les militaires chinois accentuaient leur présence autour de Taïwan et de la mer de Chine méridionale. S'il est peu probable que cela débouche sur une invasion militaire de ces deux pays, on ne peut pas éviter de penser que Moscou et Pékin coordonnent de plus en plus leurs actions et leurs stratégies.

C'est ce qu'Avril Haines, directrice du Renseignement national, rappelle dans le rapport annuel sur l'état de la menace à l'égard des Etats-Unis présenté le 13 avril. « La Russie continuera probablement à étendre son empreinte mondiale dans les domaines militaires, du renseignement, de la sécurité, du commerce et de l'énergie et à établir des partenariats avec les alliés et les adversaires des Etats-Unis – notamment la coopération stratégique croissante de la Russie avec la Chine – pour atteindre ses objectifs », est-il ainsi écrit.

Autrement dit, il pourrait s'agir du défi le plus important de la présidence de Joe Biden si la Russie et la Chine mettaient en place une alliance militaire formelle. Celle-ci n'existe pas aujourd'hui, mais Vladimir Poutine a déclaré qu'il n'y avait « aucune limite, aucun interdit et aucun plafond » pour qu'elle existe, ajoutant que « théoriquement, c'est tout à fait possible ». A Pékin où l'on préfère miser sur des partenariats fondés sur des intérêts convergents que sur des alliances contraignantes, on se montre pour l'instant prudent quant à un rapprochement formel avec Moscou sur le plan militaire. Toutefois, les choses pourraient évoluer si les Etats-Unis et les autres pays occidentaux poursuivent leur politique d'isolement et utilisent Taïwan comme levier de pression sur la Chine.

Dès lors, la rencontre entre Joe Biden et Vladimir Poutine revêt une importance considérable pour Washington qui souhaite « rétablir la prévisibilité et la stabilité des relations » avec la Russie. La question est de savoir



jusqu'où le président est prêt à aller pour obtenir de son homologue russe une prise de distances avec Pékin clairement désigné comme « rival systémique ». D'autant que, comme le note aussi Avril Haines dans son rapport, « nous nous attendons à ce que Moscou cherche des opportunités de coopération pragmatique avec Washington selon ses propres termes ».

Le Pentagone redouble d'efforts pour contrer la Chine

Michael R. Gordon - 10 juin 2021 à 17h45

Le secrétaire à la Défense Lloyd Austin a émis une directive fondée sur les recommandations d'un groupe de travail



© SIPA PRESS

Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a émis une directive appelant à accélérer le travail de développement des forces militaires pour contrer la Chine et à surmonter les difficultés du Pentagone dans la mise en œuvre d'une stratégie datant de plusieurs années qui perçoit Pékin comme une menace majeure.

La directive, parue mercredi, se fonde sur les recommandations d'un groupe de travail de haut niveau du Pentagone, qui a identifié un écart entre le discours et les actes du département de la Défense (DoD) dans son objectif de contrer l'agressivité de la Chine, a déclaré un haut responsable du DoD.

Le groupe de travail était mené par Ely Ratner, ancien conseiller du président Joe Biden, qui a été nommé comme responsable des affaires de sécurité indo-pacifiques.

Un grand nombre des recommandations du groupe de travail reste top secret et le Pentagone n'a donné que peu de détails sur son travail, qui impliquait une étude de quatre mois par une équipe de civils et de militaires.

Cette étude intervient alors qu'une tension militaire de plusieurs décennies semble avoir atteint un point culminant, Pékin menaçant la domination des Etats-Unis en Asie de l'Est dans l'ouest du Pacifique.

« A ce stade, l'écart entre le discours et les actes pose problème », a déclaré Elbridge Colby, ancien responsable du Pentagone, qui a joué un rôle clé dans le développement d'une stratégie de défense nationale sous l'administration Trump. « Nous plaçons la Chine en priorité depuis des années. Mais trop peu d'actions ont été entreprises pour traduire cette stratégie en réalité concrète et le problème est d'une urgence alarmante. »

Parmi les défis urgents posés par la Chine, on peut citer une expansion de la marine, des tentatives de prendre davantage de contrôle sur la mer de Chine méridionale et une escalade des menaces contre Taïwan, qui est partenaire des Etats-Unis. En mars, l'amiral responsable des forces américaines dans la région indo-pacifique a déclaré que l'accumulation de puissance de la Chine était telle que Pékin pourrait passer à l'offensive contre l'île dans six à dix ans.

Selon la directive de mercredi, Lloyd Austin supervisera directement les politiques et opérations du Pentagone liées à la Chine, ainsi que la collecte de renseignements à ce sujet. Cet arrangement vise à garantir la mise en œuvre des recommandations du groupe de travail.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

« La directive du secrétaire à la Défense vise au bout du compte à remettre de l'ordre dans le département et à s'assurer du respect de la priorité annoncée de la Chine comme menace numéro un »

Lloyd Austin a déclaré dans un communiqué que son objectif était d'accélérer le développement de nouvelles technologies et stratégies de guerre, de mettre à jour les plans des forces américaines dans le Pacifique et de mieux préparer le groupe de travail du Pentagone au défi posé par la Chine, notamment en modernisant l'éducation et la formation.

Un porte-parole de l'ambassade de Chine a déclaré que le pays était engagé au développement paisible et appelait les Etats-Unis à « abandonner cette mentalité dépassée de guerre froide pour envisager le développement de la Chine et des relations entre la Chine et les Etats-Unis d'un point de vue rationnel ». Selon le porte-parole, cette attitude peut « éviter de miner des relations bilatérales et la coopération dans des domaines importants. »

Pékin et Moscou ont été identifiées comme les principaux adversaires des Etats-Unis dans la stratégie nationale de défense de l'administration Trump établie en janvier 2018, qui marquait une rupture après près de vingt ans de lutte contre des insurrections. La décision de l'administration Biden de créer le groupe de travail dirigé par Ely Ratner visait faire avancer cette stratégie.

L'établissement du groupe de travail est intervenu à la suite des critiques fréquentes émanant d'anciens responsables du Pentagone, de parlementaires et de spécialistes de groupes de réflexion selon lesquels le département de la Défense n'en aurait pas assez fait pour honorer sa propre stratégie en raison de problèmes bureaucratiques, de priorités de dépenses passées et d'efforts continus pour gérer les menaces persistantes au Moyen-Orient et en Asie centrale.

Le mois dernier par exemple, le Pentagone a décidé de déplacer son unique avion basé dans la région Asie-Pacifique vers le Moyen-Orient, pour protéger le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, ont noté des responsables du département de la Défense.

Le communiqué du Pentagone annonçant la directive de Lloyd Austin ne précisait pas comment le secrétaire à la Défense prévoyait d'améliorer les processus du Pentagone ou de simplifier les relations avec les alliés pour affronter la Chine. S'adressant à la presse, il a déclaré que les mesures classées secret-défense seraient rendues publiques dans les semaines à venir.

« La directive du secrétaire à la Défense vise au bout du compte à remettre de l'ordre dans le département et à s'assurer du respect de la priorité annoncée de la Chine comme menace numéro un », a commenté un responsable du DoD. Il a ajouté que l'ordre comportait « des dates butoirs de mise en œuvre et des mécanismes de supervision et de contrôle. »

Le Pentagone doit aussi décider prochainement du montant qu'il allouera à une montée en puissance des forces américaines actuellement stationnées dans la région pour décourager d'éventuelles menaces à court terme ainsi qu'au développement de nouvelles technologies visant à améliorer les capacités des troupes américaines dans les décennies à venir.

Les armées de l'air, de terre et de mer ont toutes trois identifié la Chine comme le « défi déterminant ». Toutefois, le Pentagone est confronté à des questions délicates sur l'harmonisation des stratégies proposées par les différents services et les priorités de dépenses, notamment au sujet des quantités d'armes et de personnel déployé.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Piloter le passage à une stratégie centrée sur la Chine et la Russie est la nouvelle mission de Lloyd Austin. Au cours de sa carrière, il a dirigé Central Command, qui supervise les opérations militaires américaines au Moyen-Orient et les forces armées en Irak.

Pour son secrétaire général, la proximité entre la Russie et la Chine crée de « nouveaux dangers » pour l'Otan

Par le passé, la Russie et la Chine ont souvent été à couteaux tirés, ce qui a parfois dégénéré en conflit armé, comme en mars 1969, quand des gardes-frontières soviétiques tombèrent dans une embuscade tendue par des soldats de l'Armée populaire de libération [APL], au niveau de l'île Damanski [ou Zhenbao en mandarin]. Après des mois de tensions et de combats, l'affaire se termina par un cessez-le-feu entré en vigueur le 11 septembre de la même année... puis par un traité signé en 1991, après la chute de l'Union soviétique.

Au regard de cet épisode, la Russie devrait-elle encore se méfier des appétits de son voisin chinois ? C'est ce que supposent certaines analyses, comme par exemple celle publiée en 2013 par « La Jaune et la Rouge », la revue des anciens élèves de l'École polytechnique. Soulignant le dépeuplement continu de la Sibérie, région par ailleurs riche en matières premières, il y était expliqué que la Russie aurait « du mal à résister à l'expansion chinoise ».

Et de rappeler qu'après la guerre de l'opium, au XIXe siècle, les « Russes profitèrent des difficultés de la Chine pour imposer à Aïgoun puis à Pékin les 'traités inégaux' et la frontière de l'Amour- Oussouri. » De quoi alimenter un certain ressentiment à l'égard de Moscou...

Cependant, une telle lecture a été contredite par Chris Miller, un universitaire américain, dans les colonnes de Foreign Policy. « Or rien ne permet d'affirmer qu'un grand nombre d'immigrés chinois serait bel et bien sur le point d'affluer en Russie. Par ailleurs, un tel exode serait quelque peu surprenant, car les salaires sont souvent plus élevés sur le territoire chinois », a-t-il écrit en mars 2019.

Et d'ajouter : « Il en va de même pour l'analyse selon laquelle l'appétit vorace de Chine en matière de ressources naturelles pourrait compliquer sa relation avec sa riche voisine –et l'inviter à grignoter le territoire russe pour garantir son accès aux ressources. Or la Chine peut déjà acquérir les richesses minérales de la Russie à des prix avantageux. En échange, la Russie accède à l'un des marchés les plus importants [...] au monde. Pour quelle raison voudraient-ils modifier cet arrangement? »

En outre, si leurs intérêts peuvent être contradictoires, la Russie et la Chine partagent les mêmes priorités, dont la stabilité politique intérieure et la concurrence avec les États-Unis. « Les systèmes politiques russe et chinois se ressemblent de plus en plus; c'est un terreau propice à l'amitié. Et leur compétition commune avec la superpuissance mondiale américaine fait de cette amitié une nécessité », a relevé Chris Miller, avant d'estimer que le rapprochement entre Moscou et Pékin ne pourrait que durer.

Cette proximité entre la Russie et la Chine a des implications diplomatiques et militaires, comme on a pu le voir lors de la participation de l'APL aux manœuvres géantes russes Vostok 2018, ou encore avec les patrouilles de bombardiers russes et chinois au large du Japon et de la Corée du Sud. Et, le renseignement estonien s'est récemment inquiété d'une possible implication chinoise dans l'exercice Zapad 2021, qui sera organisé par Moscou et Minsk en septembre prochain.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Le rapprochement sino-russe peut avoir des conséquences sur la sécurité européenne, ne serait-ce que par les investissements de la Pékin dans les infrastructures de transport du Vieux Continent [dans le cadre des « nouvelles routes de la soie »] ainsi que dans les réseaux de télécommunications. Ce qui explique la raison pour laquelle l'Otan a placé la Chine « en bonne place » sur son agenda.

« **La Chine a le deuxième plus grand budget de défense au monde.** Elle investit massivement dans de nouveaux systèmes d'armes à longue portée et de nouveaux systèmes de missiles pouvant atteindre tous les pays de l'Otan. Elle modernise ses capacités maritimes en étendant la portée de ses forces navales. Au cours des cinq dernières années, elle a ajouté 80 navires et sous-marins supplémentaires à sa marine. Cela équivaut au nombre total de navires et de sous-marins de la marine britannique », fit valoir Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, en juin 2020. Mais, dans un entretien donné au quotidien italien La Repubblica, M. Stoltenberg est allé encore plus loin, estimant que la proximité sino-russe est une source potentielle de « nouveaux dangers » pour l'Otan.

« L'ordre fondé sur les règles, la base du multilatéralisme, est menacé. La Russie et la Chine entretiennent depuis quelque temps une collaboration de plus en plus intense, tant au niveau politique que militaire. Il s'agit d'une nouvelle dimension et d'une série de défis pour l'Otan. Il en découle de nouveaux dangers », a en effet affirmé l'ancien Premier ministre norvégien.

« Moscou et Pékin coordonnent de plus en plus souvent leurs positions respectives dans les décisions prises au sein des organisations multilatérales comme l'ONU. En outre, elles réalisent des exercices militaires conjoints, expérimentent ensemble des vols de longue distance avec des avions de combat et [conduisent] des opérations maritimes, mais elles procèdent aussi à un intense échange d'expériences sur les systèmes d'armement et le contrôle d'internet », a encore relevé M. Stoltenberg. Aussi, pour ce dernier, l'Otan doit « s'adapter » afin de répondre à « l'ascension de la Chine en tant que puissance militaire » et à « l'agressivité croissante de la Russie ».

Pour autant, il ne s'agit pas de considérer la Chine « comme un ennemi », a dit le secrétaire général de l'Otan. Cependant, et comme il l'avait précédemment affirmé à l'issue d'un entretien avec le président américain Joe Biden, à Washington avec, elle « ne partage pas nos valeurs » car elle « ne croit pas dans la démocratie, dans la liberté d'expression ni dans la liberté des moyens d'information. »

« La Chine est très active en Afrique, dans les Balkans de l'Ouest et dans l'Arctique. Elle engage des investissements massifs dans les infrastructures clés en Europe. Dans le cyberspace, elle est une référence. Tout cela a un énorme impact sur notre sécurité », a ensuite développé M. Stoltenberg.

D'ores et déjà, l'Otan a entrepris de « cartographier » les investissements chinois en Europe, afin de voir dans quelle mesure où ils pourraient entraver ses capacités à déplacer rapidement des troupes en cas de nécessité. « Cet examen concerne les ports, les aéroports, les liaisons et les télécommunications à travers la zone euro-atlantique », avait en effet confié un responsable de l'Alliance, en mars dernier.

opex360.com

Comment l'Estonie fait face aux menaces de la Russie aux portes de l'Europe

Le petit pays balte compte sur la présence de troupes de l'Otan (alliance de pays d'Europe et d'Amérique du Nord) pour dissuader Moscou de tout aventurisme militaire ou politique. L'analyse de notre envoyé spécial à Tallinn, la capitale de l'Estonie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Sur les cartes de l'Europe de l'Est, l'Estonie est discrète : ses 1 200 000 habitants sont dispersés sur 220 km de la côte de la Baltique à la frontière sud et 270 km d'Ouest en Est. Cet Est qu'une rivière paisible, la Narva, sépare de son omniprésent voisin russe.

Indépendante de la Russie en 1918, puis de l'URSS en 1991, l'Estonie était une république soviétique depuis 1940. Après 1991, elle a rejoint l'Union européenne et l'Otan, conservant au plus profond de sa culture un solide ressentiment à l'égard de la Russie, voire une certaine angoisse. Ce que ne cache pas la présidente estonienne, la francophile Kersti Kaljulaid.

L'adversaire, reconnaît-elle, c'est la Russie de Vladimir Poutine. Celle qui au nom du droit des minorités russophones n'hésite pas à bafouer le droit des nations à décider de leur futur, explique la Présidente. Celle qui pratique l'ingérence dans les affaires de Géorgie, d'Ukraine... et si l'avalanche continue, dans les affaires de la Moldavie, s'inquiète Kersti Kaljulaid.

Les Estoniens ont grandi avec cette menace russe. C'est dans leur ADN, explique Tuuli Duneton, la directrice du département Politique, au ministère estonien de la Défense, qui défend la Nation contre tous les adversaires, quelles soient leur taille et la nature de la menace.

Des conscrits estoniens en manœuvres

La menace, effectivement, ne prend pas seulement la forme d'une déferlante blindée dévalant de l'Est et fonçant dans la plaine côtière estonienne vers Tallinn, fringante capitale du petit État balte.

Ingérences

En 2006, le déplacement du Soldat de Bronze, un monument à la gloire de l'Armée Rouge, du centre de Tallinn vers la banlieue a provoqué l'émoi d'une partie de la communauté russophone (25 % de la population). Trois nuits de heurts entre nationalistes estoniens et groupes extrémistes russes ont fait un mort et 57 blessés et débouché sur 300 arrestations.

En avril 2007, une cyber-attaque massive a visé les infrastructures de l'État estonien. Moscou a aussitôt été accusé d'avoir mené, ou au moins inspiré, cette cyber-ingérence qui a paralysé l'e-démocratie estonienne.

Par la suite, les Estoniens ont assisté, avec une inquiétude croissante, aux interventions russes en Géorgie puis en Ukraine. En août 2008, la guerre russo-géorgienne s'est conclue avec la prise de contrôle de deux régions géorgiennes (Ossétie du Sud et Abkhazie) par Moscou.

En 2014, l'occupation de la Crimée par des forces russes a conduit à l'annexion par la Fédération de Russie de la péninsule et de la ville de Sébastopol. Dans la foulée, c'est dans le Donbass que le centre de gravité de l'ingérence russe s'est déplacé. Depuis lors, une guerre tantôt ouverte tantôt larvée oppose l'armée ukrainienne aux miliciens soutenus par Moscou.

Enfin, les pays baltes assistent désormais au rapprochement russo-biélorusse. Le président Poutine a loué vendredi dernier l'union en construction avec son homologue Alexandre Loukachenko, au moment où celui-ci est sous le feu des critiques européennes après le détournement d'un avion de ligne pour arrêter un journaliste.

Pour autant, l'Estonie est-elle une cible russe ? La présidente estonienne estime que non parce que l'Otan est présent chez nous et que sa dissuasion est absolue.

Effectivement, depuis le Sommet de Varsovie en 2016, l'Alliance Atlantique a mis en place une présence avancée (Enhanced Forward Presence) avec quatre bataillons multinationaux déployés en Pologne, Lituanie, Lettonie et Estonie. Ces unités, en vertu de l'article V du traité de l'Atlantique Nord, contribueraient en cas d'attaque à la défense des quatre États. C'est un message à la Russie. Un message que l'Ukraine, qui n'est pas dans l'Otan, n'a pas pu lancer à Moscou, précise une analyste du ministère de la Défense estonien.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

En Estonie, les Britanniques, les Danois et les Français arment ce bataillon. Mais il est clair qu'à Tallinn, on compte avant tout sur les États-Unis et on verrait d'un bon œil un déploiement robuste et permanent de troupes américaines, à l'image de ce qui a été réalisé en Pologne. Si les Américains sont intéressés, nous le sommes aussi reconnaît la présidente Kersti Kaljulaid, tout en précisant qu'elle se satisfait de l'actuelle présence française et britannique (1 100 soldats au total).

Même message au ministère de la Défense : Nous comptons sur nos amis américains. Mais il ne s'agit pas qu'ils remplacent les Européens avec lesquels nos forces s'entraînent et avec qui nous bâtissons une culture militaire commune.

Le général Indrek Sirel, chef d'état-major adjoint des forces armées estoniennes, a donc confiance : ses 24 000 soldats (réservistes compris), épaulés par l'Otan, dissuaderont le grand voisin de tout aventurisme militaire.
ouest-france.fr

La Russie va renforcer militairement ses frontières occidentales face à l'Otan

l'Opinion - 31 mai 2021 à 17h45

« Environ 20 formations et unités militaires seront formées d'ici la fin de l'année dans le District militaire occidental », a indiqué le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, lundi 31 mai



© Mikhail Tereshchenko/TASS/Sipa U/SIPA

Moscou compte montrer sa force. La Russie va déployer d'ici la fin de l'année une vingtaine de nouvelles formations ou unités militaires près de ses frontières occidentales en réaction aux initiatives de l'Otan, a annoncé le ministre russe de la Défense, lundi 31 mai.

« Les actes de nos collègues occidentaux détruisent le système de sécurité international et nous obligent à prendre des contre-mesures

appropriées », a indiqué Sergueï Choïgou, cité par l'agence *Interfax*. « Environ 20 formations et unités militaires seront formées d'ici la fin de l'année dans le District militaire occidental », a-t-il ajouté.

Sommet. La Russie a en outre prévenu, lundi, qu'elle allait envoyer dans les prochains jours une série de signaux « désagréables » aux États-Unis. Le Kremlin accuse Washington de ne pas sembler être disposé à aborder tous les sujets dont l'exécutif russe souhaite lui-même discuter lors du sommet prévu le 16 juin entre leurs présidents respectifs, Vladimir Poutine et Joe Biden. Cet avertissement a été lancé par le vice-ministre des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, cité par l'agence *RIA*.

Joe Biden a annoncé dimanche qu'il ferait pression sur Vladimir Poutine au sujet de la situation des droits de l'homme en Russie lors de ce sommet censé se tenir à Genève.

Cette rencontre entre les deux dirigeants doit intervenir après que Microsoft a signalé une cyberattaque contre les agences gouvernementales américaines par Nobelium, le groupe originaire de Russie derrière le piratage de SolarWind l'année dernière. Le Kremlin a déclaré qu'il n'avait aucune information sur la dernière attaque en date.



Le contrôle de la nouvelle route maritime en Arctique oppose la Russie aux Etats-Unis et à la Chine

Thomas Grove - 24 juin 2021 à 17h45

En Arctique, le réchauffement climatique libère un passage dans les eaux septentrionales de la Russie, qui pourrait placer le pays au cœur de nouvelles routes commerciales entre l'Asie et l'Europe



© ARTHUR BONDAR FOR THE WALL STREET JOURNAL

MOURMANSK, Russie — La fonte des glaces dans l'océan Arctique rapproche la Russie d'un rêve vieux de plusieurs siècles : bénéficier d'une voie de navigation dans ses eaux septentrionales qui pourrait la placer au centre d'une nouvelle route commerciale internationale.

Après 2020, une des années les plus chaudes jamais enregistrées, le Kremlin est sur le point de concrétiser ses projets controversés de route maritime mondiale dans le Grand Nord. Mais les initiatives de la Russie suscitent l'opposition des Etats-Unis et pourraient créer des frictions avec la Chine, deux pays qui ont également des visées sur l'Arctique.

Le réchauffement de la région arctique est deux fois plus rapide que celui du reste de la planète. L'année dernière, la calotte glaciaire a atteint l'un de ses niveaux les plus bas jamais enregistrés, et son épaisseur devrait encore diminuer en 2021. Cette situation encourage Moscou à construire des infrastructures le long de cette route, qui peut réduire d'un tiers la distance des trajets entre l'Europe et l'Asie par rapport à la route maritime actuelle pour le fret qui passe par la mer de Chine méridionale, objet de tensions politiques, ou l'engorgé détroit de Malacca.

Les Etats-Unis assurent que la Russie n'a pas le droit de réglementer le trafic dans ces eaux et les écologistes affirment que le transport maritime hors gabarit dans ces eaux pourrait causer des dommages incalculables au fragile écosystème du Grand Nord

Cette année, la période de navigation sur ce tronçon, qui traverse la vaste côte arctique de la Russie, a commencé plus précocement que jamais, dès février, lorsque le transporteur de gaz naturel liquide *Christophe de Margerie* a quitté la Chine pour se diriger vers le nord de la péninsule de Yamal. Ce voyage faisait suite à une saison de navigation d'une durée sans précédent en 2020 — près de huit mois — qui a donné à la Russie un avant-goût de ce que pourrait être à l'avenir la route maritime du Nord si le trafic continuait à croître.

De nombreux problèmes subsistent, par exemple les tarifs des escortes de brise-glaces, les coûts de transit et l'imprévisibilité de la navigation dans le cercle arctique. Mais l'ouverture de ce passage placera la Russie au centre d'une nouvelle route maritime mondiale pour l'approvisionnement en énergie et les marchandises. Moscou affirme avoir le droit de restreindre le trafic et de fixer les prix du transit. La route lui donnerait également un important levier de négociation dans ses relations avec la Chine, l'un des plus grands bénéficiaires potentiels de cette nouvelle voie maritime longue de 5 600 kilomètres.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

« Nous attendons de voir ce que l'avenir nous réserve, mais il pourrait très bien ressembler à cela », estime Alexander Alyoshkin, responsable de l'expédition pour la division des transports de Suez, la plus grande entreprise russe du secteur du charbon.

M. Alyoshkin explique que la société avait prévu une expédition test vers la Chine par cette route l'année dernière depuis son terminal de Mourmansk, mais qu'elle en avait finalement fait six. « En juin, lorsque nous avons vu grâce aux images satellites qu'il n'y avait pratiquement pas de glace sur la route maritime du Nord, nous avons commencé à planifier quelques voyages supplémentaires, puis encore quelques autres. »

« Cette année, nous en ferons plus, autant que nous le pourrons », ajoute-t-il.

Les Etats-Unis assurent que la Russie n'a pas le droit de réglementer le trafic dans ces eaux et les écologistes affirment que le transport maritime hors gabarit dans ces eaux pourrait causer des dommages incalculables au fragile écosystème du Grand Nord. Mais comme d'autres expéditeurs, dont les Chinois, sont intéressés par cette route, la Russie fait avancer ses projets.

Depuis le début de l'année, le trafic réglementé par le gouvernement russe a augmenté de 11 % par rapport à l'année dernière, qui avait déjà enregistré un nombre record de 1 014 voyages. C'est une goutte d'eau dans l'océan de la navigation mondiale, qui totalise environ 60 000 expéditions chaque année. En 2020, le trafic a augmenté de plus de 25 % par rapport à 2019 avec 33 millions de tonnes de marchandises, de pétrole et de gaz naturel liquéfié, et Moscou s'attend à ce que ce nombre augmente encore. Le président russe Vladimir Poutine a déclaré vouloir voir le fret doublé pour atteindre 80 millions de tonnes en 2024.

Lors de son sommet avec le président américain Joe Biden, le 16 juin à Genève, M. Poutine a déclaré que les deux dirigeants ont parlé du projet dans le cadre duquel Moscou, qui possède plus de brise-glaces à propulsion nucléaire que tout autre pays, a développé une nouvelle classe de navires.

« La navigation deviendra pratiquement annuelle en raison du changement climatique », a assuré M. Poutine. Les deux dirigeants ont longuement parlé de l'Arctique, une région que les Etats-Unis ont accusé la Russie de militariser en rouvrant d'anciennes bases de l'ère soviétique. M. Poutine a qualifié ces allégations de sans fondement.

L'ampleur du projet, qui devrait coûter environ 11,5 milliards de dollars, souligne les grandes ambitions de Moscou dans l'Arctique.

L'Agence fédérale de l'énergie atomique (Rosatom), qui gère une flotte de brise-glaces à propulsion nucléaire capables de fendre des couches de glace ayant jusqu'à 3 mètres d'épaisseur, étudie des projets permettant de stationner du personnel le long de la route, d'y renforcer les infrastructures portuaires pour faciliter le chargement, et de fournir une aide à la navigation et une assistance médicale aux navires.

Elle a déjà installé une centrale nucléaire flottante sur le parcours, afin de faciliter les travaux de construction côtiers.

« La région arctique est assez particulière et nous devons donc réfléchir aux infrastructures de manière très approfondie », indique Polina Lion, responsable de la durabilité de Rosatom.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

La Russie a encore du pain sur la planche pour moderniser le réseau de ports vétustes, datant de l'ère soviétique, qui jalonne la route afin de permettre le chargement et le ravitaillement. Une société minière britannique, Kaz Minerals, a signé un accord pour construire un port à l'extrémité orientale de l'itinéraire afin d'exporter de l'or et du cuivre à partir d'un site qu'elle a récemment racheté, déclare Alexey Chekunkov, ministre du Développement pour l'Arctique et l'Extrême-Orient. Le port sera ouvert aux autres navires en transit, précise-t-il. Mais les armateurs restent prudents.

« La marine chinoise porte un certain intérêt à la route maritime du Nord en raison des avantages qu'elle offre en matière de mobilité stratégique pour déplacer des troupes entre les théâtres Pacifique et Atlantique. Les Chinois ont effet intérêt à établir une présence dans l'Atlantique »

La Chine observe les progrès accomplis, mais n'a pas pris l'engagement d'investir dans cette route, ni donné d'assurances en matière de fret. Le transporteur public chinois, Cosco, effectue environ neuf trajets test par an, mais le volume des expéditions chinoises pourrait augmenter, estime Mme Lion, car certaines entreprises sont déjà en pourparlers pour garantir certains volumes d'expédition annuels.

Pékin garde un œil sur cette route pour le cas où la météo rendrait la navigation moins incertaine ou pour celui où les voies commerciales en mer de Chine méridionale seraient affectées par les tensions avec les Etats-Unis ou leurs alliés.

En outre, « la marine chinoise porte un certain intérêt à la route maritime du Nord en raison des avantages qu'elle offre en matière de mobilité stratégique pour déplacer des troupes entre les théâtres Pacifique et Atlantique », souligne Vasily Kashin, expert des relations entre la Russie et la Chine à la Higher School of Economics de Moscou. « Les Chinois ont effet intérêt à établir une présence dans l'Atlantique. »

La Russie a déjà renforcé sa présence militaire dans l'Arctique et le long de la route maritime du Nord, mais les Etats-Unis affirment que la souveraineté de Moscou ne s'étend pas aux eaux dans lesquelles le Kremlin travaille pour développer le projet.

« La réglementation illégale du trafic maritime le long de la route maritime du Nord porte atteinte aux intérêts internationaux, favorise l'instabilité et, en fin de compte, dégrade la sécurité dans la région », peut-on lire dans un document stratégique de la marine américaine sur l'Arctique publié plus tôt cette année.

Les autorités russes sont encore en train de plancher sur les tarifs applicables, aussi bien en matière de transit que pour les escortes de brise-glaces, sur cette voie. Ces éléments sont fondamentaux pour attirer investissements et cargaisons.

Le trafic sur cet itinéraire est toutefois déjà garanti par la production croissante de pétrole et de gaz de la Russie dans l'Arctique. La majorité des navires transportent du GNL depuis le port de Sabetta, où est chargé le gaz provenant du projet Yamal du géant russe de l'énergie Novatek, qui est destiné aux consommateurs d'Europe ou d'Asie. Le brut provenant du futur champ pétrolier Vostok, exploité par Rosneft, sera également acheminé par cette route lorsqu'il sera mis en service.

Mais la Russie n'a pas encore convaincu les plus grands transporteurs européens de l'intérêt de la route maritime du Nord.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Le conglomérat danois de transport maritime Maersk, qui a testé le passage en 2018, a déclaré qu'il ne considérait pas la route comme une alternative réaliste aux voies maritimes actuelles, invoquant les dommages environnementaux potentiels pour le fragile écosystème arctique. Hapag-Lloyd, la société allemande de transport maritime international et de transport de conteneurs, a également fait savoir qu'elle n'était pas intéressée.

La Russie affirme néanmoins qu'elle sera en mesure de convaincre les transporteurs occidentaux si la route se révèle être un itinéraire fiable. M. Chekunkov affirme que l'utilisation de brise-glaces à propulsion nucléaire pour participer aux escortes permettra de ne pas augmenter les émissions de carbone dans le Grand Nord.

« Le rêve, bien sûr, est celui d'une ligne régulière de porte-conteneurs. Nous n'en sommes pas encore là. Mais j'y crois », conclut M. Chekunkov.

Exercices militaires internationaux en mer Noire malgré l'opposition de Moscou

l'Opinion - 28 juin 2021 à 17h45

Sur fond de tensions exacerbées entre Kiev et Moscou, une trentaine de navires vont effectuer des manœuvres pendant deux semaines. 5 000 militaires de l'Otan et d'autres alliés y participeront



© Federal Security Service/TASS/Si/SIPA

C'est un signal envoyé à Moscou. L'Ukraine et les Etats-Unis lancent, lundi 28 juin, des manœuvres militaires dans le cadre de « Sea Breeze 2021 », un exercice annuel impliquant plus de 30 pays en mer Noire et dans le sud de l'Ukraine, malgré les appels de la Russie à leur annulation.

Le « Sea Breeze 2021 » intervient en pleine montée des tensions avec Moscou, qui a déclaré la semaine dernière avoir tiré des coups de semonce et largué des bombes sur la trajectoire d'un navire de guerre britannique pour le chasser des eaux de la mer Noire au large de la Crimée. La Grande-Bretagne a rejeté la version russe de l'incident.

La Russie a annexé la péninsule ukrainienne de Crimée en 2014 et considère les zones proches du littoral comme des eaux russes, ce que les pays occidentaux contestent. L'ambassade de Russie à Washington a demandé la semaine dernière l'annulation des exercices, et le ministère russe de la Défense a déclaré qu'il réagirait si nécessaire pour protéger sa propre sécurité nationale.

Expérience. Le « Sea Breeze 2021 » doit durer deux semaines et impliquer environ 5 000 militaires de l'Otan et d'autres alliés, ainsi qu'une trentaine de navires et une quarantaine d'avions. Le destroyer lance-missiles américain USS Ross et le corps des Marines des Etats-Unis y participeront.

Selon l'Ukraine, l'objectif principal de cet exercice annuel lancé en 1997 est d'acquérir de l'expérience en matière d'actions conjointes lors d'opérations multilatérales de maintien de la paix et de sécurité.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

La tensions entre Moscou et Kiev a grimpé d'un cran cette année, après que la Russie a envoyé des troupes aux frontières de l'Ukraine, accusant Kiev de chercher à déstabiliser la région du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, où l'armée ukrainienne combat des séparatistes prorusses depuis 2014, un conflit qui a fait 14 000 morts selon Kiev. *(Avec Reuters)*

Paris dénonce la « captation du pouvoir » par les « mercenaires russes » en Centrafrique

Cible d'une campagne de désinformation « massive » en Centrafrique, orchestrée par la Russie, la France a décidé de suspendre l'aide militaire qu'elle apportait jusqu'alors aux Forces armées centrafricaines [FACA].

En effet, la semaine passée, le ministère des Armées a ainsi expliqué que les « autorités centrafricaines ont pris des engagements qu'elles n'ont pas tenus, tant sur le plan politique envers l'opposition que sur le comportement vis-à-vis de la France, qui est la cible d'une campagne de désinformation massive en Centrafrique. » Et d'ajouter : « Les Russes n'y sont pas pour rien, mais les Centrafricains sont au mieux complices de cette campagne. »

La suspension de l'aide militaire française a été confirmée quelques jours après un sérieux incident frontalier ayant impliqué l'armée tchadienne d'un côté et, de l'autre, les FACA ainsi que des paramilitaires de la société militaire privée [SMP] russe Wagner. Et cela, en marge de combats contre des groupes rebelles relevant de la Coalition des patriotes pour le changement [CPC]

Mais plus généralement, le comportement des soldats centrafricains et des mercenaires russes est sujet à caution. Fin mai, le secrétaire général adjoint pour les opérations de maintien de paix des Nations unies avait plaidé pour l'instauration de « mesures de déconfliction » entre les Casques bleus de la MINUSCA [Mission de l'ONU en Centrafrique, ndlr], les FACA et les « partenaires bilatéraux » de ces dernières. « Il y a eu plusieurs cas préoccupants de difficultés notamment rencontrées avec les forces armées centrafricaines et leurs partenaires », avait-il dit, sans plus de précision.

Dernièrement, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a dénoncé les exactions commises à l'égard des populations civiles et les menaces visant les Casques bleus.

« Je suis profondément troublé par l'augmentation inacceptable et sans précédent des menaces et des incidents hostiles par les forces nationales, le personnel de sécurité déployé bilatéralement et les autres personnels de sécurité, ciblant la MINUSCA », a affirmé M. Guterres, dans un rapport auquel l'AFP a eu accès. « J'invite le président [centrafricain] Touadéra à donner suite à son engagement de veiller à ce que de telles actions hostiles cessent immédiatement, et de demander des comptes à leurs auteurs », a-t-il ajouté.

En outre, les « affrontements entre les groupes armés et les forces de défense nationale assistées par des membres du personnel déployés bilatéralement et d'autres membres de personnel de sécurité ont entraîné une augmentation du nombre de civils tués », a également relevé M. Guterres. Et les enquêtes de la MINUSCA révèle que « la plupart des décès de civils résultaient d'un usage aveugle, disproportionné et excessif de la force par les militaires centrafricains et le personnel de sécurité déployé de manière bilatérale », a-t-il précisé.

Quoi qu'il en soit, depuis que la France a suspendu son aide militaire, la Centrafrique a changé de Premier ministre, Firman Ngrebada, qui affichait une certaine proximité avec Moscou, ayant cédé son fauteuil à Henri-Marie Dondra. Pour autant, le ton de Paris à l'égard de Bangui ne s'est pas [encore] adouci.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

« En République centrafricaine, par les mercenaires russes, il y a une forme de captation de pouvoir, et en particulier de pouvoir militaire, ce que nous combattons et ce qui nous a amené à prendre des mesures de retrait d'un certain nombre de nos personnels militaires », a en effet affirmé Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères, à l'antenne de BFMTV, ce 18 juin. À Bangou, les « les milices sont là, elles encadrent le président [Faustin Archange] Touadéra et elles se servent sur la bête dans les richesses du pays », a-t-il accusé.

Quant au Sahel, où la France fait aussi face à une « guerre informationnelle », le phénomène n'a pas la même ampleur qu'en Centrafrique. « Je ne crois pas que ce soit un danger », a estimé M. Le Drian, avant d'assurer qu'il n'avait pas décelé, « pour l'instant », une « grande pénétration » russe dans la région. Même s'il est avancé que la Russie peut profiter du « putsch » fomenté par colonel Assima Goïta et plusieurs officiers supérieurs maliens.

« Ce n'est pas parce qu'il [le colonel Goïta] a été formé, que certains ont été formés à Moscou qu'ils sont aujourd'hui alignés sur Moscou », a dit M. Le Drian.

« Ce qui est certain [...] c'est que les pays membres du G5 Sahel en particulier, ce qu'on appelle aussi la Cédéao [Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest], sont extrêmement vigilants sur leur volonté de souveraineté et sur les précautions qu'ils prennent à l'égard de tiers », a observé le chef de la diplomatie française. - *opex360.com*

Quand la Turquie fournissait des armes à Al-Qaïda en Syrie

ÉPISODE 3. Dans sa dernière vidéo, le chef mafieux Sedat Peker accuse le pouvoir turc d'équiper militairement des groupes terroristes liés à Al-Qaïda en Syrie.



Dans sa dernière vidéo, dimanche 30 mai, le chef mafieux affirme avoir aidé le pouvoir turc à livrer clandestinement des armes et des équipements militaires à des groupes terroristes liés à Al-Qaïda en Syrie. © SERHAT CAGDAS / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

Par Guillaume Perrier

Sedat Peker voulait « ouvrir la boîte de Pandore », il promettait de découper ses détracteurs en morceaux, au moins symboliquement. Au menu de ses nouvelles révélations : les livraisons d'armes de la Turquie aux djihadistes syriens. Dans sa dernière vidéo, dimanche 30 mai, le chef mafieux affirme avoir aidé le pouvoir turc à livrer clandestinement des armes et des équipements militaires à des groupes terroristes liés à Al-Qaïda en Syrie. Un secret d'État déjà largement éventé ces dernières années, mais que le président Erdogan et ses supporters ont toujours démenti, quitte à jeter en prison ceux qui osaient dire le contraire.

Peker, lui-même, avait menacé le journaliste Can Dündar. Ce dernier, rédacteur en chef du quotidien kémaliste *Cumhuriyet*, avait révélé l'existence de ces livraisons d'armes, images à l'appui, dans son journal en mai 2015. Un scandale retentissant avait suivi. Cela lui avait valu d'être poursuivi, emprisonné et même victime d'une tentative d'assassinat devant le palais de justice d'Istanbul. « Je n'oublierai jamais le message que j'ai reçu quand j'étais en prison.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Il disait : *Tu as trahi ta patrie, tu mérites d'être pendu*. Vous savez qui l'avait écrit ? Sedat Peker », a raconté Can Dündar dimanche. Le journaliste, condamné à 27 ans par la justice turque et qui poursuit désormais sa carrière en exil en Allemagne, se montre tout de même satisfait de voir le sujet resurgir grâce au chef mafieux. « C'est la confirmation de ce que disait notre article interdit en Turquie. Le gouvernement a dit qu'il s'agissait d'un secret d'État qui ne devait pas être révélé au grand public. Aujourd'hui, on apprend que tout ce que je disais était vrai, observe-t-il, désabusé. Le gars qui a transporté ces armes avec ses camions a confirmé que l'État turc était derrière ces livraisons au groupe al-Nosra. Le système judiciaire doit reprendre toutes les affaires à zéro. Bien sûr, ces révélations auront un grand impact sur les poursuites contre nous et sur nos vies. Et je crois que c'est aussi une victoire pour le journalisme d'investigation. »

Les services de renseignements turcs impliqués

En janvier 2014, une opération de la gendarmerie turque avait ciblé un convoi de camions qui s'apprêtait à entrer en Syrie. Un autre du même type avait été intercepté deux mois plus tôt. Les véhicules, qui transportaient des armes et des munitions, étaient escortés par des membres des services de renseignements turcs (le MIT) qui se sont opposés à leur contrôle, mettant même en joue les forces de l'ordre dépêchées par un procureur. Le gouvernement avait d'abord affirmé que le convoi transportait de l'aide humanitaire, puis que les armes étaient destinées aux Turkmènes syriens de la région de Lattaquié.

Mais des enquêtes journalistiques avaient montré que les véritables bénéficiaires de ces livraisons étaient des factions extrémistes en lutte contre le régime de Bachar el-Assad, associées aux djihadistes du Front al-Nosra.

Dimanche, Sedat Peker a expliqué avoir organisé lui-même l'un de ces convois de camions d'aide militaire aux Turkmènes de Bayir-Bucak (une région montagneuse du nord-ouest de la Syrie). « Des drones, des uniformes, des talkies-walkies, des gilets pare-balles »... « Un projet dont nous avons parlé à un ami député [...] Ensuite ils ont dit : *On envoie des camions supplémentaires, avec votre convoi* », raconte le parrain de la pègre. « Dans les camions, on ne savait pas ce qu'il y avait. Si je dis qu'on ne savait pas, c'est qu'il y avait des armes, ne soyons pas naïfs, c'est normal. Ce n'était pas organisé par le MIT ou par l'armée, mais par Sadat », accuse Peker. Sadat est le nom d'une société militaire privée fondée en 2012 par Adnan Tanriverdi, ancien commandant des forces turques à Chypre Nord, écarté en 1996 pour ses sympathies islamistes, devenu ensuite conseiller particulier du président Erdogan, jusqu'à l'année dernière. Sadat a été active dans le processus de recrutement des mercenaires syriens, utilisés par l'armée turque en Libye puis au Karabakh.

« Je ne parle pas d'un ou deux camions, mais de gros business »

La cause turkmène a servi, selon Peker, à cacher l'appui de la Turquie aux djihadistes du Front al-Nosra. Il s'est toutefois gardé de mettre en cause l'organisation humanitaire turque IHH, au cœur de ce réseau, qui entretient des liens étroits avec les organisations djihadistes, en Syrie et ailleurs. En 2015, au cours du mariage d'un militant AKP, Peker avait été aperçu en grande conversation avec le dirigeant de l'IHH et avec Recep Tayyip Erdogan. Le criminel en cavale accuse maintenant l'entourage du président de s'être copieusement enrichi grâce aux trafics en tous genres avec la Syrie. « Pour faire du commerce avec la Syrie, de quoi avez-vous besoin ? Il y a monsieur Metin Kiratli à la direction des affaires administratives de la présidence. Allez le voir, je ne parle pas d'un ou deux camions, mais de gros business. De la contrebande de pétrole, du thé, du sucre, de l'aluminium, des voitures d'occasion... Cela représente beaucoup d'argent. Des milliards de dollars », jure Sedat Peker.



Le drone low cost turc rebat les cartes militaires et géopolitiques

James Marson - 04 juin 2021 à 17h45

En Syrie, en Libye et en Azerbaïdjan, des drones équipés de missiles fonctionnant grâce à une technologie bon marché ont infligé des revers aux forces armées soutenues par la Russie



Un soldat paresse près d'un T-72, tank de fabrication russe. Quelques secondes plus tard, un missile décoché depuis un drone fonce sur le véhicule et explose dans un flash orange, envoyant le soldat *ad patres* et transformant le char d'assaut en épave fumante.

Cette scène fait partie des dizaines de vidéos postées sur Internet l'an passé en Azerbaïdjan et montrant une nouvelle arme. En six semaines, cette innovation a permis au pays de reprendre la portion du Haut-Karabakh qu'occupait

l'Arménie (soutenue par la Russie) depuis plus de deux décennies. Les vidéos montraient des attaques contre des tanks, des camions, des postes de commandement, des positions de mortier et des installations radar.

Partout, des forces armées plutôt modestes utilisent des drones bon marché équipés de missiles pour affronter les tanks ennemis, une nouvelle stratégie qui a fait ses preuves l'an passé dans plusieurs conflits régionaux et modifié l'équilibre stratégique autour de la Turquie et de la Russie. Fabriqués en Turquie avec une technologie bon marché, ces drones ont détruit les blindés et les systèmes de défense aérienne des petits protégés de Moscou en Syrie, en Libye et en Azerbaïdjan.

Ces appareils esquissent l'avenir de la guerre, un avenir qui sera fait de dispositifs ultra-sophistiqués aux prix exorbitants autant que d'engins bon marché mais efficaces.

La Chine s'est elle aussi lancée dans l'export de drone vers le Moyen-Orient et l'Afrique. En Irak et au Yémen, des groupes liés à l'Iran ont utilisé ces appareils pour attaquer l'Arabie saoudite. Et, du Nigéria aux Emirats arabes unis, une dizaine de pays au moins ont eu recours à des drones chinois pour tuer leurs adversaires, indiquent des experts en défense.

« Cela va changer la donne », a affirmé Ben Wallace, le secrétaire britannique à la Défense, dans un discours prononcé l'an passé lors duquel il évoquait les lourdes pertes infligées à la Syrie par les drones turcs.

En solo ou en escadrilles, ces appareils sont capables de surprendre des militaires et de détruire des blindés mal cachés ou peu protégés, une mission souvent réservée à des avions de guerre, beaucoup plus onéreux. Les drones peuvent voler en toute discrétion pendant 24 heures pour trouver les lacunes dans les systèmes de défense aérienne, participer au repérage des cibles des avions et de l'artillerie ou tirer leurs propres missiles.

L'armée, et notamment l'armée américaine, cherche actuellement à améliorer ses propres systèmes et à trouver un moyen d'abattre les drones sans utiliser de missiles qui coûtent plus cher que leur cible.

Le laboratoire de recherche de l'US Air Force planche aussi, dans le cadre d'un programme d'innovation, sur des aéronefs bon marché baptisés Skyborg et Valkyrie. « Nos adversaires utilisent d'ores et déjà des technologies qui menacent nos équipements traditionnels », a expliqué un responsable de l'armée de l'air dans un communiqué.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Israël et les Etats-Unis ont depuis longtemps recours à des drones ultra-sophistiqués pour cibler leurs ennemis lors d'opérations de lutte contre le terrorisme, mais ont longtemps hésité à les vendre, même à leurs alliés, de peur d'une prolifération des appareils.

Constatant que la Chine et d'autres fournissaient des pays ostracisés par Washington, l'administration Trump a quelque peu assoupli la politique d'exportation en juillet de l'an passé, autorisant la vente d'un plus grand nombre d'appareils. En janvier, les Emirats arabes unis ont annoncé qu'ils allaient acheter 18 drones MQ-9 pour quelque 3 milliards de dollars.

Le progrès technologique et la concurrence internationale permettent néanmoins d'acheter des appareils moins onéreux. Le Bayraktar TB2, apparu l'an passé sur les champs de bataille proches de la Turquie, est en passe de révolutionner le marché des drones armés.

Un lot de six drones Bayraktar TB2 avec bases terrestres et autres équipements essentiels coûte quelques dizaines de millions de dollars.

Avec seulement quatre missiles à guidage laser, il est moins bien doté que son concurrent américain, qui le bat aussi sur la question de la portée : un peu plus de 300 kilomètres, soit cinq fois moins que le MQ-9.

Mais, à l'instar des Kalashnikov AK-47 de fabrication soviétique, qui ont changé la façon de combattre au XX^e siècle, ce sont des dispositifs fonctionnels et fiables. Un lot de six drones Bayraktar TB2 avec bases terrestres et autres équipements essentiels coûte quelques dizaines de millions de dollars, contre plusieurs centaines pour les MQ-9.

Baykar, le fabricant turc qui a débuté en 1984 en produisant des pièces détachées automobiles, vante l'incroyable rapport qualité/prix de son drone. Le Qatar et l'Ukraine font partie de ses clients. La Pologne, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), a annoncé le mois dernier qu'elle voulait acheter 24 drones TB2. Plusieurs autres membres de l'Otan sont intéressés, ainsi que des pays d'Afrique et d'Asie, ont déclaré des responsables gouvernementaux turcs et des dirigeants de la société.

Reprendre l'avantage

C'est début 2020, dans le ciel de Syrie, que le TB2 s'est fait remarquer.

Fin février, le régime syrien soutenu par la Russie progressait vers la ville d'Idlib, tenue par des rebelles appuyés par la Turquie. Après un raid aérien ayant tué plus de 30 soldats turcs, Ankara a lancé Bouclier du printemps, une opération mêlant drones, systèmes électroniques, troupes au sol, artillerie et aviation.

Silencieux et difficiles à détecter par les radars, les drones ont volé pendant des heures pour repérer les failles des systèmes de défense aérienne, qui sont tombés « comme des dominos » quand ils ont été frappés, raconte Haluk Bayraktar, le directeur général de Baykar. Des bataillons d'une dizaine de véhicules ont été attaqués en même temps, ont précisé des responsables politiques turcs et les dirigeants de l'entreprise.

Ismail Demir, qui dirige l'entité publique turque qui supervise le secteur de la défense, explique que le faible coût des drones permet à l'armée de prendre plus de risques. Tant que les autres trouvent une cible, ce n'est pas grave « d'en perdre un, deux ou trois », souligne-t-il.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Au printemps dernier, en Libye, les TB2 ont permis au gouvernement de Tripoli, soutenu par les Nations Unies, de reprendre l'avantage.

« Les Etats-Unis, comme beaucoup de leurs partenaires européens, s'inquiètent des exportations de drones de la Turquie et de la façon agressive dont le pays a utilisé ces dispositifs lors des conflits »

En 2019, la Turquie avait envoyé des armes pour contrer l'assaut du maréchal Khalifa Haftar, soutenu entre autres par la Russie, qui marchait sur la capitale. L'année suivante, elle a renforcé son soutien militaire. Forts de tactiques peaufinées en Syrie, les drones ont battu les systèmes antiaériens russes, baptisés Pantsir, et donné la suprématie aérienne au gouvernement de Tripoli. En juin, les forces de Khalifa Haftar se retiraient de Tripoli.

Le succès des drones a aidé le président turc Recep Tayyip Erdogan, allié parfois virulent des Etats-Unis, à accroître son influence régionale sans risquer d'importantes pertes humaines ou matérielles.

Si les innovations turques pourraient rendre service à l'Otan, les autres membres de l'organisation craignent que la capacité de Recep Erdogan à déployer et vendre des drones n'alimente ses velléités d'indépendance en matière de politique étrangère et de sécurité.

« Les Etats-Unis, comme beaucoup de leurs partenaires européens, s'inquiètent des exportations de drones de la Turquie et de la façon agressive dont le pays a utilisé ces dispositifs lors des conflits », souligne Dan Gettinger, chercheur au Mitchell Institute for Aerospace Studies, un groupe non partisan de recherches stratégiques installé à Arlington, en Virginie.

Mike Negrata, retraité des forces spéciales de l'armée de terre, ajoute que les drones s'inscrivent « dans un défi plus vaste quant à l'avenir de la relation entre la Turquie, les Etats-Unis et l'Otan ».

Le sang des soldats turcs

En janvier 2019, l'Ukraine a signé un contrat pour l'achat de drones TB2. Elle en a reçu six pour le moment, et Kiev négocie une production conjointe avec Ankara. De fait, c'est déjà une usine ukrainienne qui fabrique les moteurs du dernier drone conçu par Baykar, un modèle plus imposant que le TB2.

Le pays espère que ces achats dissuaderont le Kremlin de tenter de nouvelles invasions. « Grâce [aux drones], on peut empêcher les agressions russes ou prendre des mesures de rétorsion s'ils nous envahissent, affirme Yuriy Mysyagin, responsable adjoint de la commission de la défense du parlement ukrainien. On a vu comment ils fonctionnaient l'an passé. »

En mars, l'armée ukrainienne a publié des informations au sujet d'entraînements aériens au-dessus de la Mer Noire, à une petite centaine de kilomètres de la Crimée, annexée par la Russie en 2014. Le ministère de la Défense n'a pas souhaité commenter.

Mais une chose est sûre : les drones turcs agacent Moscou. Evoquant l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 en Turquie, la Russie a suspendu l'essentiel des liaisons aériennes entre les deux pays d'avril à début juin, privant le pays des touristes russes pendant les ponts du mois de mai. La suspension a été prolongée de trois semaines.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Lors d'une réunion en avril en Turquie, Recep Erdogan a raconté au président ukrainien Volodymyr Zelensky que son homologue russe, Vladimir Poutine, avait menacé de reconduire la suspension si Ankara ne cessait pas de vendre des drones à Kiev, ont raconté des sources proches de l'entretien.

Ni le Kremlin ni le ministère russe de la Défense n'ont répondu aux demandes de commentaire.

Selon des responsables turcs, l'objectif n'est pas d'aller au conflit avec la Russie. De fait, la Turquie a des liens forts avec Moscou dans le domaine de l'énergie et c'est à la Russie qu'elle a acheté un système avancé de défense aérienne qui lui a valu des sanctions américaines.

Le TB2 est né d'une frustration (la Turquie n'était pas satisfaite des modèles proposés par les Etats-Unis et Israël) et de la volonté de posséder un système dont Ankara aurait la maîtrise pour combattre le PKK kurde.

« Ces pays n'ont pas suffisamment coopéré avec nous, donc nous avons dû lancer nos propres programmes, a expliqué Mustafa Varank, ministre turc de l'Industrie et de la Technologie, lors d'un entretien. La Turquie récolte aujourd'hui les fruits d'une décision judicieuse, prise au bon moment. »

C'est après avoir repéré un marché de niche au début des années 2000 que Baykar s'est distingué des autres fabricants turcs de drones, raconte son patron. Son frère, Selcuk Bayraktar, qui avait fait une partie de ses études au Massachusetts Institute of Technology (MIT), a imaginé un logiciel de commande en vol et des systèmes de guidage avec des composants disponibles dans le commerce.

En 2007, n'ayant pas le droit d'acheter des drones américains, la Turquie a organisé un concours destiné aux fabricants de mini-drones qui a débouché sur une commande de 76 appareils à Baykar

Pendant ce temps, les responsables du groupe ont organisé un atelier sur une base militaire pour voir comment les choses se passaient ; un colonel leur a notamment montré une zone maculée de sang. Là où, selon lui, des soldats turcs avaient été assassinés par le PKK.

En 2007, n'ayant pas le droit d'acheter des drones américains, la Turquie a organisé un concours destiné aux fabricants de mini-drones qui a débouché sur une commande de 76 appareils à Baykar. L'entreprise a conçu le TB2 puis progressivement remplacé les composants étrangers par des pièces fabriquées en Turquie. En 2015, elle a procédé aux premiers tests (concluants) de munitions à guidage de précision.

Dans un premier temps, l'armée turque a utilisé les drones dans le pays, ainsi qu'en Irak et en Syrie. Puis Recep Erdogan a décidé de les déployer dans les conflits proches des frontières turques.

C'est ainsi que l'Azerbaïdjan, proche de la Turquie sur le plan géographique et culturel, a pu acheter des TB2 l'an passé. Le pays avait perdu la province du Haut-Karabakh après le cessez-le-feu de 1994. Ces dernières années, l'argent tiré des ressources pétrolières a permis de renforcer l'armée du pays.

C'est grâce aux TB2 et à des drones israéliens que Bakou a réussi à prendre l'avantage sur les forces arméniennes. Certaines attaques ont été filmées et publiées sur le site du ministère de la Défense d'Azerbaïdjan.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Le blog spécialisé Oryx a pu vérifier la destruction de 106 tanks arméniens, 146 pièces d'artillerie, 62 systèmes de lancement de roquettes, 18 systèmes de missile surface-air, sept radars et 161 autres véhicules, mais estime que les pertes totales sont probablement plus importantes. Toujours selon le blog, 30 tanks azéris et d'autres véhicules et équipements ont aussi été détruits. Après six semaines de combat, le Kremlin (qui est proche des deux pays mais possède une alliance militaire avec l'Arménie) a négocié un cessez-le-feu, conclu en novembre, et l'Azerbaïdjan a repris l'essentiel du territoire.

La victoire a attiré l'attention des fournisseurs de la Turquie. Certaines entreprises et certains pays, dont le Canada, ont suspendu l'exportation des composants utilisés pour les TB2. Les dirigeants de Baykar indiquent qu'ils ont intégré une caméra turque et accéléré les travaux de conception d'un nouveau moteur, qui devrait être prêt en fin d'année.

En décembre, lors d'une parade organisée à Bakou pour célébrer la victoire, Recep Erdogan s'est assis aux côtés de son homologue azéri, Ilham Aliyev, sur une estrade aux couleurs de leurs deux pays. Alors qu'une musique triomphale retentissait, Ilham Aliyev a fait un signe de tête et esquissé un sourire au passage des camions portant les drones TB2.

« Afghanistan, Mali: fin d'un paradigme ? » – la chronique de Frédéric Charillon



Frédéric Charillon - 08 juin 2021 à 12h45

« La logique expéditionnaire a montré ses limites dans un XXI^e siècle où les paramètres sont trop nombreux, et les moyens, insuffisants. L'heure est venue pour les puissances occidentales de repenser leur action extérieure »

La double annonce d'un retrait américain d'Afghanistan et d'une suspension par la France de sa coopération militaire avec le Mali, témoigne d'une page qui se tourne. Pendant la Guerre froide, l'intervention militaire était pratiquée par les superpuissances au sein de leurs sphères d'influence respectives. Les tentatives pour en sortir étaient difficiles (Afghanistan, Vietnam). La France avait ses interventions africaines dans son ancien « pré carré », avec la bénédiction américaine. La Grande-Bretagne restait active (à Aden, dans la région du Dhofar ou en Malaisie dans les années 1960).

Puis la disparition de l'Union soviétique laissa les Etats-Unis seuls en piste pour gérer les affaires du monde, et fut suivie d'une globalisation géographique des interventions occidentales : Koweït, Balkans, Irak, Libye, Syrie...

L'ambition d'une paix hégémonique assurée par Washington au nom de la stabilité internationale autorisait l'action militaire, supposait la reconstruction d'Etats, imposait le maintien d'une présence militaire sur place. C'est ce schéma qui arrive à son terme désormais.

Il impliquait de rebâtir des sociétés, mais les adversaires de cette reconstruction sont en passe de gagner la partie : en Afghanistan comme au Mali, ceux dont la réduction justifiait l'intervention militaire sont aux portes du pouvoir. Plus profondément, la logique expéditionnaire a montré ses limites dans un XXI^e siècle où les paramètres sont trop nombreux, et les moyens, insuffisants. L'heure est venue pour les puissances occidentales de repenser leur action extérieure et de substituer de nouveaux instruments d'influence à la vieille logique de puissance.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Refaire des sociétés ?

La guerre du Koweït (1991) avait pour but de restaurer la souveraineté d'un Etat et le droit international. Mais les interventions balkaniques des années 1990 visaient un changement de régime à Belgrade, la mise en place de nouvelles cartes (avec en 1993 le plan Vance-Owen de répartition des populations en Bosnie en dix régions), la création de nouveaux Etats (au Kosovo en 1999). L'intervention afghane de 2001, lancée pour chasser les talibans du pouvoir, promet ensuite un Afghanistan démocratique, où les droits humains se rapprocheraient des normes occidentales. En 2011, la volonté de sauver les habitants de la ville de Benghazi se transforma en destitution et mort de Kadhafi : au plus fort des printemps arabes, le rêve de transformer d'anciennes dictatures en sociétés ouvertes n'avait pas quitté les esprits. Ce même esprit qui conduisit la France à souhaiter des frappes sur le régime syrien en 2013. L'échec néoconservateur, en 2003, à transformer l'Irak puis le Moyen-Orient en un nouvel eldorado libéral, prospère et pro-occidental, avait pourtant été patent.

On ne remodèle pas une société contre son gré, par la seule grâce de la force. De Gaulle en avait averti Washington à propos du Vietnam, depuis Phnom Penh en 1966 : « S'il est invraisemblable que l'appareil guerrier américain puisse jamais être anéanti sur place, d'autre part, il n'y a aucune chance pour que les peuples de l'Asie se soumettent à la loi d'un étranger venu de l'autre rive du Pacifique, quelles que puissent être ses intentions, et quelle que soit la puissance de ses armes. » Tout était dit.

« Les puissances opposées à ces déploiements occidentaux (Chine, Russie, Turquie) ont fait leur grand retour, galvanisées par l'échec libyen »

Fin des logiques expéditionnaires ?

Cette hypothèse s'impose d'autant plus aujourd'hui que les moyens alignés s'amenuisent, et que le terrain est de plus en plus complexe. Les Etats-Unis ont déployé jusqu'à 536 000 hommes au Vietnam (en 1968), autant dans le Golfe en 1991 (dans une coalition de 940 000 soldats), un maximum de 100 000 en Afghanistan (il en restait 2 500 en 2021), et de 166 000 en Irak (en 2007), ramenés à 128 000 en 2009 et 2 500 en 2021. La France projettera rarement plus de 5 000 hommes dans les années 2000 (5 000 en Côte d'Ivoire en 2005 ; 4 500 dans l'opération Serval au Mali après 2013 ; 5 100 pour Barkhane aujourd'hui). Si l'on en croit (ce qui n'est pas obligatoire...) l'adage stratégique qui veut qu'une opération de contre-insurrection ou de contrôle du terrain exige un déploiement de soldats équivalent à 4 % de la population locale, nous sommes loin du compte. Le double danger, pour les troupes ainsi projetées, est résumé par les titres de deux ouvrages de François Cailleateau : celui de *Guerres inutiles* (2011), et celui de *Décider et perdre la guerre* (2021).

Les obstacles s'accumulent. Arrivée en sauveur, la puissance extérieure prend vite les traits d'un occupant dont on réclame le départ, exigence martelée et orchestrée sur les réseaux sociaux. Les puissances opposées à ces déploiements occidentaux (Chine, Russie, Turquie) ont fait leur grand retour, galvanisées par l'échec libyen, contrecarrant les initiatives lointaines, et interdisant qu'on en imagine d'autres dans leur sphère d'influence à nouveau revendiquée (Europe orientale, Asie...). Fin de la politique de la canonnière.

Quelle stratégie ?

Il faut bien, néanmoins, que les Etats-Unis et l'Europe (avec leurs alliés, japonais, australiens ou autres) continuent de défendre leurs intérêts dans le monde, ce dont leurs compétiteurs retrouvés ne se privent pas. Comment procéder ? Les concepts récents n'ont pas donné satisfaction : le « soft balancing », imaginé par Robert Pape et T.V. Paul (« Soft Balancing against the United States » *International Security*, n° 30/1, été 2005), pour faire contrepoids à une grande puissance par des moyens non militaires (diplomatiques, économiques...), s'applique difficilement contre la Chine ou la Russie lorsque survient le fait accompli (Crimée, mer de Chine...).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Le « leadership from behind » proposé par Barack Obama en Libye, qui comptait sur des initiatives alliées, a surtout démontré le caractère indispensable de l'arsenal américain. La multilatéralisation de l'intervention, tentée par la France avec le G5 Sahel, se fait attendre. Son européanisation aussi.

Reste la carte de nouvelles stratégies d'influence, combinées avec un appareil de défense fiable, mais consistant à établir des liens étroits avec les autorités politiques de pays tiers, en renonçant à leur dicter la gouvernance, les partenaires acceptables ou la composition de leur gouvernement. Cela peut poser la question de l'incompatibilité des valeurs. Mais, outre que certaines coopérations militaires ont déjà largement piétiné ce scrupule, l'effort de faire évoluer des situations par les intérêts assumés et le dialogue plutôt que par le fiasco stratégique, mérite d'être tenté.

Des militaires afghans fuient les talibans au Tadjikistan et en Ouzbékistan. - Régis Genté

© REUTERS - STRINGER Forces afghanes dans la province de Kunduz, en Afghanistan, le 22 juin 2021 (image d'illustration).

Cette semaine, des dizaines de gardes-frontières et de militaires afghans ont cherché refuge au Tadjikistan et en Ouzbékistan, pour fuir l'avancée des talibans. Avec le retrait des 2 500 derniers soldats américains d'Afghanistan, le mouvement fondamentaliste islamiste a pris le contrôle d'une cinquantaine de districts du pays, notamment dans le nord, à la frontière de ce que fut l'URSS.

De notre correspondant dans la région,

Avec le retrait des Américains, qui doit être achevé le 11 septembre ainsi que l'a annoncé Joe Biden, les talibans ont repris une cinquantaine de districts, sur les 370 que compte l'Afghanistan. Ils en ont notamment repris ces dernières semaines dans les provinces de Takhar et de Kunduz.

Mardi dernier, il y a eu des combats très violents entre talibans et forces gouvernementales près du poste frontière de Shir Khan Bandar, poussant 134 gardes-frontières et militaires afghans à passer au Tadjikistan voisin. C'était le même scénario le lendemain, 23 juin, mais en Ouzbékistan, où 53 hommes des forces loyales à Kaboul ont aussi trouvé refuge, armes à la main. Contrairement au Tadjikistan, ils ont été rapidement priés de retourner dans leur pays.

On ne peut pas exclure un afflux important d'Afghans dans les pays voisins, même si le Tadjikistan et l'Ouzbékistan ont massé des troupes à leurs frontières. Leurs gardes-frontières ont été placés en état d'alerte. Mais il est difficile de contrôler par exemple les 1 344 km de frontières communes entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, pour une part de région montagneuse, comme au Haut-Badakhchan. Cela dit, les autorités tadjikes semblent prêtes à accueillir jusqu'à 10 000 personnes.

Pas d'intérêt des talibans à déstabiliser l'Asie centrale

Si l'on regarde le passé, la seconde moitié des années 1990, lorsque les talibans étaient au pouvoir, il y a eu de fortes tensions en Ouzbékistan notamment, avec incursions dans le territoire et attentat contre le président Islam Karimov. Mais ces tensions étaient le fait d'Ouzbeks réfugiés en Afghanistan pour mieux lutter contre la terrible dictature de Karimov.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Rien n'indique dans leur histoire que les talibans aient intérêt à déstabiliser l'Asie centrale post-soviétique. Mais tout le monde s'inquiète, malgré les propos rassurant de Joe Biden ce samedi, où il recevait son homologue afghan à Washington. La Russie et la Chine regardent notamment la situation de près ; elles dont les responsables de la sécurité étaient à Douchanbé cette semaine, la capitale du Tadjikistan, dans le cadre d'une réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai.

À lire la presse russe, on a parfois l'impression que les talibans menacent gravement la sécurité des pays d'Asie centrale. Peut-être s'agit-il aussi pour Moscou de justifier, en jouant sur la peur, un certain retour d'influence dans ces ex-républiques soviétiques.

Barkhane: pourquoi la France suspend sa coopération avec l'armée malienne



Jean-Dominique Merchet - 04 juin 2021 à 17h45

Craignant un rapprochement du nouveau pouvoir avec les islamistes, Emmanuel Macron augmente la pression sur le Mali



Des militaires de la force Barkhane au Mali.

© Sipa Press

La France a annoncé jeudi qu'elle suspendait à titre conservatoire ses opérations militaires conjointes avec les forces maliennes du fait de la transition politique en cours au Mali, une décision destinée à faire pression sur la junte militaire pour qu'elle rétablisse un gouvernement civil. Les opérations exclusivement françaises, elles, sont maintenues. La décision sera réévaluée dans les prochains jours, a fait savoir le ministère français des

Armées.

Les choses se compliquent pour la France au Mali. Quatre jours après avoir affirmé dans *Le JDD* que la question d'un « retrait » militaire français « se posait », le président Emmanuel Macron a décidé jeudi de « suspendre » la collaboration avec l'armée malienne. L'Élysée augmente donc la pression sur les nouveaux dirigeants maliens, issus d'une révolution de palais au sein de la junte qui a pris le pouvoir en août dernier.

C'est toujours la question de leurs liens avec l'islam politique et de leur tentation de négocier avec les groupes terroristes qui pose problème aux autorités françaises. Emmanuel Macron l'a dit au *JDD* : il craint qu'il n'y ait désormais plus assez d'« étanchéité entre le pouvoir et les jihadistes ».

D'un point de vue politico-militaire, l'entourage de la ministre des Armées Florence Parly a annoncé jeudi soir que « la France a décidé de suspendre, à titre conservatoire et temporaire, les opérations militaires conjointes avec les forces maliennes ainsi que les missions nationales de conseil à leur profit. »

C'est du jamais vu : suspendre la coopération avec l'armée d'un pays souverain dont on est mécontent, mais ne pas s'interdire d'agir unilatéralement sur son territoire...



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

« **Lignes rouges** ». En revanche, la France poursuivra ses propres opérations militaires sur le sol malien. C'est du jamais vu : suspendre la coopération avec l'armée d'un pays souverain dont on est mécontent, mais ne pas s'interdire d'agir unilatéralement sur son territoire... Ensuite, on ne s'étonnera pas que des Africains crient à « l'arrogance » de la France, comme l'analyste politique nigérien Ibrahim Hamidou.

Le message délivré par le ministère français des Armées est en effet comminatoire. Même si elle s'abrite derrière les Etats africains (Cédéao et Union africaine), la France parle d'« exigences » et de « lignes rouges (...) pour clarifier le cadre de la transition politique au Mali. Il revient aux autorités maliennes d'y répondre rapidement ». Les décisions françaises « seront réévaluées dans les jours à venir au regard des réponses qui seront fournies ».

Plus de 5 000 militaires français sont engagés au Mali et dans le reste du Sahel au sein des opérations Barkhane et Sabre (forces spéciales). Ce conflit coûte environ deux millions d'euros par jour et 55 militaires français y sont morts.

Au Mali, le colonel Assimi Goïta doit être intronisé comme nouveau président de la transition lundi 7 juin. Il a, de facto, pris le pouvoir le 25 mai, en arrêtant les dirigeants précédents, eux-mêmes issus du coup d'Etat du 18 août 2020. Choguel Maïgua sera officiellement nommé Premier ministre. Il est issu du M5-RFP, le mouvement qui avait porté la contestation de la société civile l'an dernier.

Face aux coups d'Etat, la France est dans une position ambiguë. Non sans hypocrisie, elle a fermé les yeux sur celui d'août dernier qui a renversé un président démocratiquement élu, maintenant son soutien et une relation de confiance avec les dirigeants autoproclamés.

Mauvaises nouvelles. L'influence de l'imam Mahmoud Dicko inquiète la France. Ce chef religieux est la figure dominante de l'islam politique au Mali. Il souhaite engager le dialogue avec certains groupes jihadistes, en particulier la Katiba Macina d'Amadou Koufa, membre de l'alliance RVIM (Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans) liée à al-Qaïda. Huit ans après le début de son engagement militaire au Mali, en janvier 2013, la France est de plus en plus empêtrée dans ce dossier. En s'installant à l'Élysée, Emmanuel Macron ne cachait pas sa volonté de se retirer, cherchant à obtenir des « victoires » militaires et politiques, lui permettant de partir la tête haute. « Depuis trois ans, j'ai dit au sein de plusieurs conseils de défense que nous devons penser à la sortie », a-t-il confié au JDD.

Las ! Rien n'a marché comme prévu et les mauvaises nouvelles s'accumulent. Non seulement l'équipe au pouvoir à Bamako, bien vue à Paris, est renversée, mais le fidèle allié tchadien Idriss Déby meurt au combat en avril et depuis le 4 mai, un journaliste français Olivier Dubois est retenu comme otage par un groupe terroriste, sept mois après la libération de Sophie Pétronin.

L'Élysée a pu croire que la situation était rétablie à partir du début de 2020 avec l'engagement des Etats du G5 Sahel au sommet de Pau puis de N'Djaména, une réelle amélioration de la situation militaire et quelques succès symboliques, comme la « neutralisation » du chef terroriste Droukdal et même le renversement, en août, du président Ibrahim Boubacar Keïta, qui n'était guère apprécié à Paris.

Face aux coups d'Etat, la France est dans une position ambiguë. Non sans hypocrisie, elle a fermé les yeux sur celui d'août dernier qui a renversé un président démocratiquement élu, maintenant son soutien et une relation de confiance avec les dirigeants autoproclamés. Mais le dernier putsch dans le putsch ne lui plaît pas du tout — non sur les principes, mais sur l'orientation politique des nouveaux dirigeants. D'où le gros coup de pression de la France.



La décision unilatérale d'Emmanuel Macron ne ménage même pas la fiction d'une concertation avec ses alliés européens

Vieux réflexes. Si les dirigeants africains — notamment ceux d'Afrique de l'ouest (Cédéao) — condamnent eux aussi ce qu'il vient de se passer au Mali, ils l'ont fait sur un ton moins ferme qu'attendu à Paris, avec des sanctions a minima.

La comparaison avec la situation tchadienne n'est pas non plus à l'avantage de la France. Après la mort violente du président Déby, son fils a été proclamé président par la hiérarchie militaire, en violation des règles constitutionnelles établies. Ce qui n'a pas empêché Emmanuel Macron de l'adouber aussitôt, avec quelques critiques et réserves d'usage.

Autre front, celui des Européens que la France veut impliquer au Mali. Selon le ministère des Armées, « les partenaires de la France ont été informés » de la décision hexagonale de suspendre la coopération avec les Maliens. C'est la moindre des choses, plusieurs Etats européens — Estonie, République Tchèque, Suède et Italie — y participent directement, au sein de la Task Force Takuba, avec quelques centaines d'hommes.

La décision unilatérale d'Emmanuel Macron ne ménage même pas la fiction d'une concertation avec ses alliés européens. Ni avec ceux des autres pays du G5 Sahel, qui engagent des troupes dans des opérations conjointes avec l'armée malienne. Décidément, la France peine à se libérer de ses vieux réflexes, comme lorsqu'Emmanuel Macron, mécontent de la situation, avait littéralement convoqué les chefs d'Etat du Sahel à Pau en janvier 2020.

Enjeux de la lutte contre le financement du terrorisme et de la criminalité organisée en Europe (T 1286)

Benedikt Barthelmess, Jean Langlois, « Enjeux de la lutte contre le financement du terrorisme et de la criminalité organisée en Europe (T 1286) », RDN, 28 mai 2021 - 6 pages

(© dimj / Adobe Stock)



Les États ne peuvent mettre en place une lutte efficace contre le terrorisme international qu'en coopérant. Il y a une prise en considération de cet enjeu, au sein d'organisations intergouvernementales, régionales ou même internationales ⁽¹⁾.

L'Union européenne (UE) effectue des recommandations et fixe les objectifs vers lesquels les États-membres doivent tendre. En proposant de lutter contre une utilisation de capitaux criminels les institutions européennes espèrent bloquer l'approvisionnement financier des cellules terroristes et radicales ⁽²⁾. L'UE a donc invité les États-membres à se doter d'outils appropriés, sachant qu'il leur avait déjà été demandé d'établir des dispositifs anti-blanchiment. Le fait qu'il y ait déjà des outils existants permet de faciliter une harmonisation législative entre les États-membres. Quoi qu'il en soit, une grande coopération et un partage de l'information sont nécessaires entre les États.

La mise en place d'une harmonisation progressive

L'Union européenne fait son possible pour que le système financier ne soit pas utilisé à des fins criminelles, à savoir lutter contre le blanchiment des capitaux et l'utilisation des produits du crime.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Depuis 1991, la directive de la Communauté européenne du 10 juin ⁽³⁾, prévoit un mécanisme de contrôle anti-blanchiment. L'Union européenne a ainsi invité les États-membres à se doter d'un organe de surveillance et de renseignement financier, alimenté par les soupçons de professionnels du secteur. Ces organes n'étaient donc pas à l'origine mis en place pour lutter contre le financement du terrorisme, mais ils constituaient un cadre préexistant permettant l'instauration rapide d'un nouveau rôle.

La directive du 26 octobre 2005 ⁽⁴⁾ a, quant à elle, étendu la fonction de ces organes de lutte anti-blanchiment à celle de lutte contre le financement du terrorisme. Ces deux notions ne sont pas forcément liées, bien qu'il soit possible de blanchir pour financer des actes terroristes, mais les mécanismes permettant de détecter ces deux activités sont quasiment identiques. « Exploiter le système financier pour y faire transiter des fonds d'origine criminelle ou de l'argent propre à des fins de terroristes menace clairement son intégrité, son bon fonctionnement, sa réputation et sa stabilité ⁽⁵⁾. »

En effet, la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment permet de mieux garantir l'intégrité du système financier. Cette perspective est en réalité bien plus large qu'à la simple échelle européenne, et l'UE n'hésite d'ailleurs pas à affirmer qu'elle s'appuie sur les décisions et recommandations de l'organisation intergouvernementale anti-blanchiment et financement du terrorisme (FATF) : « *An important part of EU policy on terrorist financing now emanates from the Financial Action Task Force* ⁽⁶⁾. » C'est un élément essentiel car si l'Union européenne demande à ses États-membres une action harmonisée contre le blanchiment et le financement du terrorisme elle s'appuie sur un organisme qui demande également à ses partenaires de s'harmoniser. Ce double niveau d'harmonisation permet d'espérer à terme un rapprochement des législations à l'échelle internationale.

Les articles 1 à 4 de la décision du 13 juin 2002 précisent que le financement du terrorisme correspond au fait de « fournir ou de réunir directement ou indirectement, par quelques moyens que ce soit, des fonds dans l'intention de les voir utilisés ou en sachant qu'ils seront utilisés, en tout ou partie, en vue de commettre l'une des infractions qui, par leur nature ou leur contexte, peuvent gravement porter atteinte à un pays ou à une organisation internationale » ⁽⁷⁾. Il est important d'avoir une définition commune, car elle permet de faciliter la mise en œuvre des moyens de lutte.

Au-delà d'une même définition, l'Union européenne demande aux États-membres d'obliger certains professionnels du secteur financier à être acteurs de la lutte. Il s'agit notamment des établissements de crédit, des banques, des experts comptables et commissaires aux comptes, des notaires, avocats et autres professionnels du droit, certains agents immobiliers, négociants de biens ainsi que les casinos ⁽⁸⁾. Ces différents acteurs quand ils sont témoins ou découvrent une opération suspecte doivent déclarer leurs soupçons à leur organisme national de renseignement financier. Ils sont de plus amenés à mettre en œuvre des vérifications spécifiques.

L'existence d'une coopération à partir d'outils existants

Les organes de renseignement financiers nationaux agissent dans le cadre d'une prévention du terrorisme à l'échelle nationale, mais il convient d'approfondir leur possibilité de coopération entre les États. Dès lors qu'une mesure de gels de liquidités appartenant à des terroristes est rendue nécessaire, elle implique souvent plusieurs États. En effet, ce moyen de privation de ressources financière n'est souvent rendu possible que par une coopération et un partage d'information entre plusieurs nations.

La lutte contre le financement du terrorisme ne peut ainsi rester à un niveau national, puisqu'elle a, par nature, une dimension internationale. Plusieurs problèmes se posent alors : comment mettre en place un partage de l'information entre les États-membres, et comment apprécier, de façon homogène, les « bons soupçons » ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

Qu'a prévu l'Union européenne dans ce domaine précis ?

Si la vigilance des professionnels est absolument fondamentale, les personnes chargées de contrôler ces éléments de faits « soupçonneux » n'auront cependant pas forcément la même appréciation. « *The identification of trends and typologies requires intense dialogue and cooperation among all the authorities involved. Often the FIU⁽⁹⁾ plays a coordinating in gathering, organizing, and disseminating the information⁽¹⁰⁾.* »

Si l'on se place dans une logique d'harmonisation des méthodes de détection des opérations financières liées au financement du terrorisme, il semble nécessaire de mettre en place un dispositif de partage de bonnes pratiques et de conseils. Pour cela les organes de renseignement financier doivent organiser une coopération effective (collecte et redistribution) de l'information. Il existe, à cette fin, une plateforme permettant à tous les organes de renseignement financier de communiquer. Mise en place par la Commission européenne en 2006, elle facilite l'échange sur la mise en œuvre des normes : non seulement elle permet un échange de bonnes pratiques mais évidemment un échange d'information opérationnelle.

En effet, la coopération entre les États-membres ne peut se limiter à une simple mise en commun de conseils méthodologiques. La détection d'une opération est facilitée si l'historique des opérations antérieures similaires dans un autre État membre est mis à disposition. Chaque cellule nationale peut ainsi solliciter ou transmettre une information spécifique. Ce dispositif est tout à fait efficace en matière de blanchiment, mais de façon étonnante la directive du 26 octobre 2005 ne prévoit pas un échange d'information entre les États-membres concernant le financement du terrorisme, alors que le Programme de Stockholm a clairement appelé à « continuer à développer l'échange d'information entre les cellules de renseignement financier »⁽¹¹⁾. En 2004, la Commission avait pourtant déjà prévu que le réseau *FIU.net* – qui est un réseau entre les cellules de renseignement financier européennes – serait appelé à jouer un rôle important dans le partage des informations sur le financement du terrorisme⁽¹²⁾.

Dix ans plus tard, la quatrième directive anti-blanchiment est venue renforcer la mise en place de cette coopération entre les organes de renseignement financier. Elle prévoit qu'une cellule de renseignement financier nationale transfère immédiatement une déclaration de soupçon concernant un autre État membre à la cellule de renseignement de l'État membre en question. Il est impossible de refuser d'échanger des informations entre cellules européennes, sauf à titre exceptionnel. De plus, si une cellule de renseignement financier cherche à obtenir des informations sur un individu agissant sur son territoire national mais étant établi dans un autre État membre – exercice de son droit de communication –, la cellule de l'État membre concerné sera obligée, rapidement, de transmettre les demandes et les réponses⁽¹³⁾, tout en respectant la protection des données personnelles qui seraient ainsi collectées.

Il faudrait également mettre en place des dispositifs complémentaires plus réactifs. L'Union européenne cherche avant tout à couper les liquidités permettant aux cellules terroristes d'être actives. Il est très difficile de le faire en amont mais l'objectif est de réagir extrêmement rapidement, après la commission de tel ou tel acte, et de geler les avoirs le plus rapidement possible. Ce dispositif est complémentaire à celui de la lutte pour que le système financier ne soit pas utilisé à des fins de financement d'actions terroristes.

La logique est ici différente. En effet, il ne s'agit pas simplement de bloquer les fonds suspectés d'avoir un lien avec des actions terroristes ; on se situe plutôt en aval et on bloque les fonds dont on est certain qu'ils ont un lien avec une unité terroriste. Une liste des personnes concernées par les gels de fonds a été mise en place et est mise à jour régulièrement.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

Il y a donc des mesures exclusivement préventives et des mesures qui sont à la fois préventives et répressives. Le gel des avoirs peut concerner des personnes « soupçonnées d'activités terroristes ». Même s'il faut évidemment des preuves ou indices sérieux, le doute est souvent possible, posant la question du respect du principe de présomption d'innocence. Les juridictions européennes se sont prononcées à ce sujet et ont conclu en confirmant que ce système pouvait être appliqué pour des personnes n'ayant pas encore été jugées car « le principe de la présomption d'innocence ne s'oppose pas à l'adoption de mesures conservatoires » ⁽¹⁴⁾.

La décision de gel des avoirs au sein de l'Union européenne doit être soumise au principe de reconnaissance mutuelle des États-membres. Cependant, au vu des délais d'exécution, il est possible de simplifier le mécanisme en renforçant la coopération entre les États-membres pour qu'une décision d'un gel des avoirs puisse être effective le plus rapidement possible et c'est ce qui doit être fait, selon la quatrième directive anti-blanchiment.

L'Union européenne a un apport très important en matière de lutte contre le financement du terrorisme. Elle met en place une harmonisation progressive et pousse à la coopération entre les États-membres, permettant de faire circuler l'information et d'être beaucoup plus réactif. Cependant, les dispositifs existants doivent être complétés.

Pour un élargissement du partage de l'information à l'international, la France, ainsi que d'autres pays de l'Union Européenne, ont signé le *Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)* ⁽¹⁵⁾ et ont proposé à la Commission européenne d'instaurer un *FATCA* européen sur le modèle américain ; ce qui permettrait à Tracfin, le renseignement financier français, et à l'administration fiscale d'être automatiquement informés des flux financiers et des soldes des comptes situés en dehors de la France et détenus par des nationaux.

* * *

Les schémas de financement du terrorisme sont de plus en plus complexes et il est de plus en plus difficile d'en tracer les flux financiers. Dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, il est extrêmement important de travailler avec les acteurs professionnels qui sont sur le terrain, de leur poser des questions et de réfléchir avec eux aux améliorations à effectuer. Certains de ces acteurs doivent nécessairement avoir une meilleure connaissance du fonctionnement des groupes terroristes et de leurs potentiels soutiens financiers. Pour cela la formation est un outil indispensable.

La quatrième directive anti-blanchiment a apporté de nombreuses modifications et cherche notamment à mettre en place une analyse européenne des risques de blanchiment et financement du terrorisme afin d'identifier les risques les plus importants et de permettre aux États-membres de se coordonner pour avoir une meilleure approche des secteurs à risques. De plus, cette directive propose la mise en place d'une harmonisation des compétences au sein même des cellules de renseignement financier pour faciliter, encore une fois, la coopération à l'échelle européenne. ♦

Un think tank américain critique la capacité de défense militaire française

LETTRE DES ARMÉES. Rand Corporation a examiné la défense française et sa capacité à participer à un conflit conventionnel en Europe. Son constat est sévère !



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35



Quand un think tank américain se penche sur les capacités des armées françaises, ça pique un peu ! Ici Jean Castex en visite sur le porte-avions « Charles de Gaulle », devant un avion Rafale.© NICOLAS TUCAT / AFP

Par Jean Guisnel - Publié le 29/06/2021 à 07h00

Quand la Rand Corporation se penche sur les capacités des armées françaises, ça pique un peu ! Organisation privée à but non lucratif aux sujets

d'études très étendus, des affaires stratégiques à la santé, en passant par le terrorisme et l'éducation, « la Rand » publie de très nombreux rapports. Caractéristique rare aux États-Unis, elle est non partisane et non idéologique. Elle est, selon un chercheur français qui la connaît bien, une « très sérieuse boîte de conseil pour les institutions américaines, un centre d'expertise respecté pour les politiques publiques ».

Trois de ses auteurs viennent de se pencher sur les forces armées françaises, dans un rapport commandé par le Pentagone et titré « Un allié solide aux capacités limitées. Vision d'ensemble des capacités de la défense française, du point de vue du partage des charges »*. La principale question à laquelle devait répondre ce document concerne les appuis conventionnels (non nucléaires, donc) que pourraient fournir les Français à l'Otan dans le cadre d'une hypothétique confrontation armée avec la Russie, aux frontières d'un pays balte.

La confiance règne

Les entretiens conduits en France pour la rédaction de ce rapport datent un peu : ils remontent pour une large part à 2018. Ils ne tiennent donc pas compte de l'effort budgétaire réel engagé par la loi de programmation militaire 2019-2025, qui a permis de régler certains problèmes. Le ton est donné dans les premières lignes du rapport : « La France possède une des meilleures forces militaires d'Europe occidentale, en raison de son engagement à maintenir des capacités aussi étendues que possible et à les conserver pour faire face à tout type de conflit, y compris une guerre conventionnelle à haute intensité, sans avoir besoin d'alliés ».

Stephanie Pezard, Michael Shurkin et David Ochmanek, les trois auteurs, doutent cependant fortement de la possibilité que la France puisse maintenir cet effort dans la durée : « Dans un premier temps, les militaires français pourraient sans doute être en mesure de remplir toutes les missions mais ils manquent de profondeur, à savoir que des opérations aussi exigeantes épuiseront rapidement ses ressources humaines et matérielles. »

Indisponibilités

Le document souligne les efforts de modernisation français des trois armées, dont le programme Scorpion de l'armée de terre, qui fait véritablement entrer cette dernière dans l'âge adulte du champ de bataille numérisé. Le texte se montre assez inquiet pour l'armée de l'air et de l'espace, regrette que les Rafale ne soient pas (à ce stade) « interopérables » avec les F-35 américains, et souligne des difficultés « sévères » : celles des capacités de transport aérien stratégique, des munitions en nombre insuffisant pour frapper les défenses antiaériennes adverses.

L'indisponibilité récurrente des hélicoptères de combat et de manœuvre est fustigée. Une donnée partagée avec la flotte de surface de la marine nationale, « qui connaît des problèmes de disponibilité [des navires] et de stocks de munitions trop bas ». Toutes les armées, en réalité, sont dans le même cas : en pensant alléger le budget en rognant sur les stocks de munitions ou de pièces de rechange, voire de matériels complets, on fait fausse route !



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Quant à une guerre conventionnelle, par exemple pour protéger un pays balte, elle hypothéquerait les missions françaises en cours, que ce soit celles se déroulant outre-mer, sur le sol national, ou encore la dissuasion nucléaire : « déployer des forces additionnelles en Europe de l'Est en nombre significatif exigerait très probablement de retirer des moyens des missions actuelles, ce qui pourrait provoquer ces résistances politiques ».

Le rapport considère que les Français utilisent à bon escient dans les opérations extérieures des matériels conçus pour des conflits à haute intensité, en citant le canon CAESAR, le Rafale et les technologies numériques. La médaille a son revers : simple exemple, l'artillerie française est actuellement assez faible, notamment pour effectuer des frappes à grande distance. Le rapport pointe ces vérités : « en ayant choisi l'idée d'un « segment moyen » adapté à la fois aussi bien aux options hautes et basses du spectre conflictuel, la France rend peu probable l'évolution des orientations basiques de ses forces armées dans un avenir prévisible ». Le rapport ne met pas seulement notre pays en cause quand il avance que l'Otan, dont la France fait partie, aurait fort à faire s'il devait affronter la Russie : « Les alliés pourraient se trouver dans une situation dans laquelle leurs forces terrestres seraient fortement surclassées en effectifs et en matériels par les moyens que la Russie pourrait déployer en une semaine ou deux aux frontières des États baltes. »

Quelle solution ?

Au chapitre des recommandations, les auteurs sont dubitatifs, car septiques sur la capacité de l'Otan, de la France également, à « convaincre un leader russe agressif qu'un coup de main à bas coût est irréalisable ». Ils suggèrent une série de huit mesures qui permettraient à leurs yeux de faire évoluer cette situation. Actuellement, l'Otan déploie des forces terrestres dans les pays baltes, mission à laquelle la France participe avec notamment la mission Lynx en Estonie.

La Rand propose de déployer des moyens plus lourds, dont une brigade blindée si un conflit menaçait, bientôt suivie par trois autres brigades. Ils suggèrent le déploiement d'artillerie lourde, de moyens de renseignement et de drones « en grand nombre ». Mais aussi de grosses capacités informatiques protégées, de stocks importants d'armes antichars et de moyens de guerre électronique, mais aussi de capacités anti-drones, anti-hélicoptères (la défense sol-air « couche basse »), anti-avions et antimissiles. Sans oublier les moyens de transport lourd terrestres et aériens. Autant de capacités qui sont comptées, quand elles existent, dans les armées françaises... Elles sont au courant, merci pour elles. Entre Français et Américains, le débat sur la défense de l'Europe se poursuit, *business as usual*.

Stephanie Pezard, Michael Shurkin, David Ochmanek, « A Strong Ally Stretched Thin. An Overview of Fra



Le Hezbollah tisse sa toile en France

ENQUÊTE. Le groupe terroriste chiite libanais n'exporte pas que ses idées dans l'Hexagone et en Europe. Il s'y finance et y a stocké des explosifs.

Soutien. Un drapeau (vert et jaune) du Hezbollah est brandi lors d'une manifestation de soutien aux Palestiniens de Gaza, le 16 mai 2018, place du Trocadéro, à Paris.

Par Rachel Binhas



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

C'est un décret d'extradition qui pourrait avoir de lourdes conséquences pour l'intéressé. Le 31 mai, Mazen al-Atat, un Libanais installé en France, s'est vu notifier la décision du gouvernement Castex d'autoriser sa livraison à la justice américaine, qui l'accuse d'être un agent du Hezbollah. La milice chiite libanaise, bras armé de l'Iran au Proche-Orient, a des ramifications depuis longtemps en Europe, notamment en France. Mais ses activités y auraient augmenté de manière inquiétante ces dernières années. Il serait question, si l'on en croit les responsables américains, de blanchiment d'argent, d'activités de propagande, de récolte de fonds, de trafic de drogue, mais aussi de stockage de nitrate d'ammonium. Ce produit n'est pas anodin : l'explosion d'une énorme cargaison a dévasté le port de la capitale libanaise le 4 août 2020, faisant plus de 200 morts et des milliers de blessés.

Si certaines de ses relations sont bien en lien avec le Hezbollah, Mazen al-Atat, lui, assure que ce n'est pas son cas. Barbe taillée, cheveux gominés, un tatouage caché sous une belle montre, il nous reçoit à Paris, ses trois téléphones portables posés sur la table. Cet homme d'affaires d'une quarantaine d'années a soldé ses comptes avec la justice française. Celle-ci l'a condamné pour participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un délit, dans le cadre de la « Lebanese Connection », une filière franco-libanaise accusée de blanchir l'argent de cartels de narcotrafic colombiens. Treize prévenus, dont Al-Atat, ont été condamnés fin 2018 à Paris à des peines allant de deux ans d'emprisonnement avec sursis jusqu'à neuf ans ferme. Les membres du réseau collectaient l'argent liquide provenant du trafic de drogue en Europe. Ils achetaient bijoux, montres ou voitures de luxe, qu'ils revendaient au Liban ou en Afrique de l'Ouest, avant de reverser l'argent ainsi blanchi aux Colombiens, après déduction de leur part. Une activité qui ne connaissait pas la crise : les affaires rapportaient plusieurs millions d'euros par an, dont 20 % au moins auraient abouti dans les caisses du Hezbollah.

Poids de l'argent. Jusqu'à ce que les Américains s'en mêlent. L'agence antidrogue Drug Enforcement Administration (DEA) a monté conjointement avec les services français l'opération « Cedar » (cèdre, l'emblème du Liban) et démantelé le réseau. Les services de la DEA sont convaincus que certains accusés étaient en lien avec le Hezbollah. L'un des principaux prévenus, Mohamad Nouredine, condamné à sept ans de prison, est lui aussi placé sous écrou extraditionnel. Mais son avocat dément tout lien avec le parti chiite. « *J'ai été contaminé par Nouredine, plaide de son côté Mazen al-Atat. Certes, je faisais du secrétariat pour lui, ses appels étaient transmis parfois sur mon téléphone, mais c'est parce que Nouredine avait une maîtresse. En fait, je le couvrais lorsque sa femme l'appelait* », soutient-il.



Dans le collimateur des services. Yahia Gouasmi, fondateur du centre Zahra (à g.) à Grande-Synthe, dans la banlieue de Dunkerque (Nord), réagit, le 2 octobre 2018, à la perquisition des locaux de l'association.

L'ancien officier de police Quentin Mugg a été chargé de l'enquête Cedar lorsqu'il était en poste à l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF). « *En France, nous nous sommes attachés aux faits démontrables*, souligne-t-il. *Les Américains ont certainement des éléments que nous n'avons pas.* » Il insiste sur le poids de l'argent,

généralement supérieur aux convictions politiques ou religieuses pour les malfaiteurs. « *Personne ne s'est levé un matin en disant "je vais financer le terrorisme via des transferts d'argent souterrains". Il y a des individus différents avec des intérêts qui convergent. Au procès, quand le mot "Hezbollah" a été prononcé, un froid a parcouru la salle d'audience.* »

Quentin Mugg, qui vient d'écrire un livre sur les réseaux internationaux de blanchiment (1), ajoute que certains y voient une méthode comparable à l'empoisonnement des puits : « *Des groupes comme le Hezbollah affaiblissent l'ennemi que nous représentons pour eux : ils vendent de la drogue à nos enfants et ils récupèrent notre argent.* » L'enquêteur rappelle que les attentats d'Al-Qaïda à Madrid en 2004, par exemple, ont largement été financés par le trafic de drogue.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

Mais, dans l'affaire Cedar, la justice française n'a pas retenu la qualification de terrorisme et le parquet antiterroriste n'a pas été saisi. « *Nous n'avions pas assez d'éléments dans ce sens* », confie Baudoin Thouvenot, juge d'instruction chargé de ce qui est considéré comme l'une des plus importantes réussites en matière de coopération franco-américaine. « *Je ne peux pas dire qu'il y a un lien direct avec le terrorisme et le Hezbollah, mais je ne peux pas dire non plus qu'il n'y en a pas* », dit le juge, aujourd'hui membre d'Eurojust. Aucune enquête n'a été menée au Liban, où le Hezbollah tient le haut du pavé. La France baisse-t-elle trop la garde ? Quentin Mugg, lui, plaide l'efficacité : « *Il vaut mieux s'assurer qu'un dossier tient la route sur un plan factuel et donc judiciaire que "partir en étoile" en spéculant tous azimuts.* »

« **Banque du Hezbollah** ». À la sortie de la salle d'audience du tribunal correctionnel de Paris, Mazen al-Atat est interpellé. Il découvre qu'un mandat d'arrêt international a été émis par les États-Unis. « *J'étais sous le choc* », se souvient ce fils de professeurs d'université, plus à l'aise dans le chic 16^e arrondissement de la capitale qu'au quartier de haute sécurité à Fresnes. Son conseil, M^e William Julié, spécialiste en droit pénal international, tente aujourd'hui tous les recours possibles pour faire annuler la procédure américaine. Un juge de New York réclame qu'Al-Atat soit présenté devant une cour aux États-Unis, pour association de malfaiteurs en vue de fournir un soutien matériel au Hezbollah. Pour l'avocat, en revanche, « *les États-Unis n'apportent aucun élément supplémentaire au dossier français, qui pourrait prouver des liens de Mazen al-Atat avec des individus appartenant à la branche militaire du Hezbollah* ».

La France est aussi un pays où des associations proches du Hezbollah récoltent des fonds. Le 29 décembre 2020, un groupe de pirates informatiques anonymes, qui se fait appeler « Spiderz », a réussi à hacker les données de la plus grande organisation de microcrédits du Liban, Al-Qard al-Hassan. Considérée comme un élément clé de la galaxie du Hezbollah par les États-Unis, qui l'ont sanctionnée depuis 2007 pour sa contribution au financement d'activités terroristes, la société n'en a pas moins continué à prospérer dans un Liban où le secteur bancaire traditionnel s'est effondré. Encore le mois dernier, le département du Trésor à Washington a publié de nouvelles sanctions contre sept Libanais liés à la « banque du Hezbollah ». Or, sur les quelque 100 000 titulaires de comptes dont les noms ont été dévoilés par les pirates de « Spiderz », plusieurs étaient des entités ou des individus basés en France.

Leader. Hassan Nasrallah en 2019, chef du parti islamiste chiite libanais Hezbollah depuis 1992.



Pro-iranien. Le logo du Hezbollah France, qui reprend celui de l'organisation libanaise, similaire lui-même à celui du corps des Gardiens de la révolution iraniens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

La France, base commode. Europol, l'agence européenne chargée de la lutte contre la grande criminalité, mentionne explicitement l'organisation chiite dans son rapport d'activité 2020. « *Le Hezbollah est suspecté de trafic de diamants et de drogue et de blanchiment d'argent via le marché des voitures d'occasion. L'argent est expédié au Liban via le système bancaire mais aussi par le transport physique d'argent liquide via l'aviation commerciale. Les enquêtes se heurtent à la difficulté d'apporter la preuve que les fonds collectés sont destinés à l'aile militaire de l'organisation.* » Pourquoi l'aile militaire ? Parce que l'Union européenne et la France distinguent la branche armée du Hezbollah de sa branche politique. Elles considèrent la première comme terroriste mais pas la seconde. Un « en même temps » diplomatique qui est censé permettre à la France de continuer à jouer un rôle influent au pays du Cèdre - même si l'insuccès des efforts diplomatiques récents d'Emmanuel Macron a mis au jour l'impuissance de Paris face au blocage politique - et d'éviter des représailles contre le contingent français des Casques bleus de l'ONU dans le sud du Liban. Mais cela complique la tâche des policiers.

L'un des principaux experts mondiaux du Hezbollah, Matthew Levitt, directeur du programme sur le contre-terrorisme et le renseignement au think tank Washington Institute, critique cette distinction, qu'il juge contre-productive. « *Le problème du Hezbollah pour la France est un facteur qui n'est pas seulement lié aux événements au Liban, mais aussi à la sécurité nationale* », souligne l'analyste américain. D'après lui, « *la France et la Belgique en particulier ont prouvé ces dernières années qu'elles constituent un centre d'activités impliquant des citoyens riches et souvent binationaux, franco-libanais ou belgo-libanais, engagés dans des activités financières illicites* » au profit du Hezbollah. La France est une base commode en raison de ses liens traditionnels avec le Liban, mais aussi parce qu'elle abrite une communauté chiite nombreuse, estimée à environ 150 000 à 200 000 personnes. « *Nous ne disons pas que tous les chiites soutiennent le Hezbollah*, dit Matthew Levitt. *Ce n'est pas le cas ! Mais, dans cette communauté, les supporters du Hezbollah peuvent agir en se cachant un petit peu moins.* »

Explosif. Et le parti chiite n'a apparemment pas de difficulté à trouver des soutiens opérationnels possédant le passeport français. En 2012, le kamikaze qui a tué cinq touristes israéliens et leur chauffeur en Bulgarie en faisant exploser sa charge était un Franco-Libanais. Et en 2015, selon nos informations, un chercheur libanais du CNRS installé à Annecy a été arrêté par les autorités chypriotes. Il supervisait plusieurs étudiants qui travaillaient dans une villa de l'île où plus de 8 tonnes de nitrate d'ammonium ont été trouvées. La même année, à Londres, un citoyen libano-britannique a été arrêté pour avoir amassé 12 500 kits de première urgence dans un garage londonien, ce qui correspond à environ 3 tonnes de nitrate d'ammonium. Car les poches de froid instantané à usage médical contiennent ce produit qui, en grande quantité, peut être très dangereux, comme l'a prouvé l'explosion du port de Beyrouth. Ces poches sont un des moyens utilisés par les groupes terroristes pour le transporter légalement. Lorsque l'Allemagne a interdit les activités du Hezbollah sur son territoire, l'an dernier, elle a fait savoir que sa décision avait été motivée notamment par la découverte dans le sud du pays de caches considérables de nitrate d'ammonium sous forme de poches de gel. Derrière ces stocks, selon Berlin, se trouvait encore et toujours le parti chiite libanais.

Logistique. Le 17 septembre 2020, le coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'État américain, Nathan Sales, confiait lors d'un séminaire vidéo que « *depuis 2012, le Hezbollah a établi des caches de nitrate d'ammonium à travers l'Europe en transportant des kits de première urgence qui contiennent la substance* ». Et d'aller plus loin : « *Je peux révéler que de tels stocks ont été transportés à travers la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie, l'Espagne et la Suisse. Je peux aussi révéler que des quantités significatives de nitrate d'ammonium ont été découvertes et détruites en France, en Grèce et en Italie. Nous avons des raisons de penser que cette activité est toujours en cours.* » Sales a depuis quitté son poste, comme les principaux responsables de l'administration Trump, et ses dires ne sont pas confirmés, de source française. Les experts parisiens pensent plutôt que le Hezbollah mène surtout des activités logistiques et de ciblage en France, et que, si jamais des explosifs avaient été transportés sur le territoire par des groupes islamistes, ce ne serait pas forcément sous l'égide du parti libanais. « *En l'état, les liens avec le Hezbollah sont supposés mais rarement démontrés* », souligne Quentin Mugg. Difficile de croire cependant que la France échappe à tout risque : elle est le premier consommateur de nitrate d'ammonium en Europe et le deuxième au monde.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

En Israël, Sarit Zehavi, présidente et fondatrice du centre de recherches Alma, observe depuis des années la montée en puissance du Hezbollah au Moyen-Orient comme en Europe, même lorsque les soutiens du groupe cherchent à se faire discrets : « *Il est possible de créer des associations religieuses et d'avoir des activités criminelles sans utiliser le terme de Hezbollah.* » Celle qui est aussi lieutenant-colonel de réserve souligne l'enjeu financier pour la milice chiite : « *Seuls 70 % des fonds du Hezbollah aujourd'hui proviennent de l'Iran. Depuis une décennie, le groupe terroriste organise son autofinancement... Et l'Europe est l'un de ses terrains d'action.* » Elle estime que les autorités françaises sous-estiment l'ampleur des risques : « *Le Hezbollah comme le Hamas ne sont pas seulement une affaire israélienne. Ce sont des problèmes entre deux idéologies, et le clash est violent. La première est celle qui défend les valeurs de l'Occident - comme celles de la Révolution française - et la seconde croit dans les valeurs radicales de l'islam chiite.* »

« **S'essuyer les pieds** » sur le drapeau israélien. Le courant pro-iranien est aussi représenté en France par plusieurs mosquées et centres culturels islamiques qui seraient liés à la milice libanaise. Dans le nord de la France, à Grande-Synthe, le centre Zahra a longtemps été dans le colimateur des services. Son responsable, Yahia Gouasmi, n'a jamais caché son soutien au Hezbollah. Une position que défend son avocat, M^e Hatem : « *La justice française reproche à mon client ses liens avec le Hezbollah. Ce mouvement est considéré comme un groupe terroriste alors qu'il s'agit d'un mouvement de résistance, comme les Français ont résisté aux Allemands pendant l'Occupation en 1940.* » M^e Hatem s'amuserait presque de ces accusations : « *L'année dernière, le président Macron a bien rencontré au Liban Mohammad Raad [chef du bloc parlementaire du Hezbollah, NDLR], il s'est affiché avec lui ; même mon client ne serait jamais allé jusque-là !* »

Pour entrer dans le bâtiment du centre Zahra, les visiteurs devaient marcher et « s'essuyer les pieds » sur le drapeau israélien. Dans la continuité de ses positions, Yahia Gouasmi s'est illustré en 2009 en présentant une liste « antisioniste » aux élections européennes avec, en tête de liste, Dieudonné et Soral. Il est aussi à l'origine de la Fédération chiite de France. Aujourd'hui, à la suite de plusieurs décisions judiciaires, ce soutien de l'imam Khomeini a dû dissoudre tous ses mouvements, dont le centre Zahra. Le feuilleton judiciaire n'est pas terminé pour autant. Le 15 juin, la cour d'appel de Douai doit se prononcer sur le non-dépôt de comptes pour un parti politique. Désormais, Yahia Gouasmi semble se limiter au 2.0. Le sexagénaire, suivi par plusieurs dizaines de milliers d'internautes, propose, sur YouTube, des vidéos religieuses et politiques. Le support a changé, les idées demeurent les mêmes. La France n'en a pas fini avec le Hezbollah.

Defense Capabilities from a Burdensharing Perspective », Rand corporation, Santa-Monica, Cal

Réformer le renseignement : « L'ambition dont on n'a pas les talents est un crime »

La séquence ouverte au mois de mars 2012 par Mohamed Merah, auteur d'une série de trois attentats à Toulouse et à Montauban, révéla les insuffisances structurelles et conceptuelles de la communauté française du renseignement face à une menace djihadiste dont les évolutions n'avaient pas été perçues ou, pire, ignorées. Signalées dès 2013 par les députés Jean-Jacques Urvoas et Stéphane Verchère dans un fameux rapport parlementaire (1), ces failles commencèrent à être comblées en 2014 par la création du Service central du renseignement territorial (SCRT), issu de l'éphémère Sous-direction de l'information générale (SDIG) apparue en 2008 après la dissolution des Renseignements généraux (RG).

L'effort de structuration et de renforcement capacitaire de la communauté du renseignement n'avait rien d'inédit. Les services français, sous leur apparence rigide, n'avaient cessé depuis la disparition du bloc soviétique de procéder à des réformes afin de s'adapter aux menaces émergentes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

Les insuffisances observées en 1990 et 1991, à l'occasion de l'invasion du Koweït par l'Irak puis de la deuxième guerre du Golfe, avaient conduit à la création de la Direction du renseignement militaire (DRM). Ce nouveau service, qui reprenait notamment à son compte des missions jusque-là dévolues à la DGSE, fut placé sous l'autorité du chef d'état-major des armées. À la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), de même, la Direction du renseignement, placée en son cœur, entama à partir de 2000 une série de réformes organisationnelles ambitieuses plus ou moins réussies, tandis qu'en 2008 la fusion de la Direction de la surveillance du territoire (DST) et des RG dans une nouvelle direction centrale, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), produisit les effets que l'on sait.

Réformer ou réparer, parfois provoquer de véritables révolutions culturelles, n'a donc rien d'impossible. Fin 2015, pourtant, alors que la France était confrontée à une terrible campagne d'attentats djihadistes, les autorités refusèrent tout changement, tout ajustement. À la tête de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), qui avait succédé à la DCRI, Patrick Calvar aurait pourtant alors proposé au ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, une ambitieuse mise à plat de son service afin de le (re)mettre en ordre de bataille. Las, cette proposition, inspirée du travail mené par le Security Service britannique après les attentats du mois de juillet 2005, fut rejetée. La ligne, au moins officielle, adoptée au lendemain du 13 novembre 2015 consista à blâmer les partenaires européens, à dénoncer les critiques (2) et à mettre en avant, sans que le lien logique soit bien clair, les effectifs policiers déployés sur le territoire.

Réformer ?

Aux États-Unis, les attentats du 11 septembre produisirent un effet inverse. Le double échec du FBI et de la CIA fit naître le besoin de créer une structure, différente du Conseil de sécurité nationale, chargée de coordonner l'action d'un grand nombre d'agences intérieures (3) et de produire des évaluations des différentes menaces pesant sur le territoire américain. Le Département de la sécurité intérieure (DHS), dont la création fut annoncée en 2002, vit concrètement le jour en 2003 et vint s'ajouter à l'ensemble, déjà particulièrement riche et complexe, de la communauté états-unienne du renseignement (4).

Dix ans plus tard, un rapport du Sénat écrivit le bilan de ce nouveau mastodonte administratif, dont les fusion centers furent accusés de produire des foutaises (5) (sic). De fait, le DHS avait d'abord été une réponse bien plus politique qu'opérationnelle, sans véritable stratégie pour le soutenir. Construit à la va-vite, accueillant à la fois des éléments très ambitieux et des cadres médiocres mutés par leurs services respectifs (6), il créa plus de problèmes qu'il n'en résolut.

Réformer une communauté du renseignement, créer un nouveau service, attribuer de nouvelles missions ou modifier les périmètres de chacun ne devraient être des actions entreprises que pour répondre à de nouveaux phénomènes. Quand bien même la lutte contre le terrorisme est éminemment politique, la réponse à la menace doit d'abord obéir à une stratégie à vocation opérationnelle, celle-ci n'étant ensuite déclinée en moyens et en réformes qu'une fois des constats établis. À ce titre, la seule création notable intervenue en France entre 2015 et 2016 fut celle de l'État-major opérationnel de prévention du terrorisme (EMOPT), une structure cruellement jugée par les professionnels et finalement dissoute au sein de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT). Entendu à l'Assemblée le 22 janvier 2020, le premier chef de l'EMOPT, Olivier de Mazières, déclara d'ailleurs, limpide mais prudent : « L'EMOPT, dont la création avait été décidée par l'autorité politique, assurait des missions très spécifiques. Je n'ai pas à porter de jugement sur le choix du service chargé de piloter l'ensemble de ces missions. Nous aurions pu imaginer confier ce pilotage à l'UCLAT ; tel n'a pas été le choix fait par le ministre de l'Intérieur et par le Gouvernement à ce moment-là. (7) »

Des services furent cependant créés à partir de 2017, comme le Service national des enquêtes administratives de sécurité (SNEAS) ou le Bureau central du renseignement pénitentiaire (BCRP) (8), et leur pérennité semble d'autant plus assurée qu'ils sont chargés de couvrir ce qui était de véritables angles morts.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42

Leur existence, si elle peut permettre aux autorités de communiquer, répond d'abord à des nécessités opérationnelles essentielles. Tel n'était pas le cas de l'EMOPT.

Réparer ?

Souvent spectaculaires, parfois indispensables, les réformes, malgré leur coût et leur complexité, sont parfois moins délicates à mettre en œuvre que les actions de réparation à mener au sein même des services, dans l'intimité des unités opérationnelles ou des équipes d'enquêteurs ou d'analystes. Près de dix ans après les attentats de Mohamed Merah, on ne peut que constater les limites d'une certaine culture policière, tactiquement efficace, mais peu apte à concevoir une stratégie complexe. La politique entreprise par Patrick Calvar en 2014, et poursuivie par ses successeurs, visant à intégrer des analystes civils formés à l'université ou dans les instituts de sciences politiques, a changé la physionomie de la DGSI. D'abord délicate, essentiellement en raison de l'hostilité de certains qui déniaient à ces nouveaux venus toute légitimité, la cohabitation entre deux cultures, complémentaires bien plus que rivales, a permis au service chef de file de la lutte antiterroriste en France de progresser. La culture policière y reste cependant prégnante, et la DGSI reste bien plus une sorte de « super police judiciaire » qu'un service de renseignement au sens le plus orthodoxe du terme.

Plus qu'un handicap opérationnel, cette posture de service de police constitue un frein conceptuel et la DGSI semble encore loin de pouvoir conseiller la tête de l'État comme le font la DGSE ou la DRM. Ici, cependant, il faudrait envisager, plus qu'une réforme, une véritable révolution culturelle, à l'issue comme toujours incertaine, et tout porte à croire que personne ne prendra le risque, en pleine crise sécuritaire, d'entreprendre des changements aussi profonds.

Dans sa magistrale étude consacrée aux efforts d'adaptation de l'armée française pendant la Première Guerre mondiale (9), Michel Goya a pourtant montré que des évolutions majeures étaient possibles en temps de crise grave. Leur mise en œuvre demande deux facteurs principaux : des idées, et la volonté de les appliquer. La question des moyens, humains ou matériels, bien qu'elle soit importante, reste secondaire, leur mobilisation dépendant d'abord d'une décision politique.

À ce titre, un changement culturel profond a été imposé en 2018 lors de la publication du Plan d'action contre le terrorisme (10). L'action 5 prévoit en effet de « renforcer et systématiser les Retours d'expérience (RETEX) et le processus d'amélioration continue », sous l'égide de la Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT). Ce faisant, la possibilité d'un échec et la nécessité d'en tirer des enseignements sont publiquement admises, ce qui tranche avec des années de dénis. Cette franchise, qui n'a rien d'un renoncement, fait appel à l'intelligence du public en lui signifiant que d'autres attaques pourraient se produire – et, en effet, elles n'ont pas cessé –, mais que tout est fait non seulement pour y faire face ou les prévenir, mais aussi pour les comprendre et améliorer la réponse que l'État y apporte.

Faire évoluer la culture d'un service de renseignement est cependant l'affaire d'années. En 2007, 15 ans après sa création, la DRM, qui ambitionnait d'agir au Sahel depuis le début des années 2000, ne disposait, par exemple, toujours pas d'une méthodologie digne de ce nom contre les réseaux djihadistes. Les nouvelles pratiques, comme dans les unités de combat, s'imposent lentement au sein des services de renseignement : méthodes d'enquête et d'analyse, contraintes opérationnelles, cadre juridique, etc. S'emparer des nouveaux outils puis les maîtriser prend du temps, et le processus est suffisamment semé d'embûches pour ne pas tarder à le lancer, une fois que les constats ont été faits.



Figier ?

Le refus de certains responsables politiques français d'admettre l'évidence, à partir de 2015, continue ainsi de laisser perplexe. Il ne saurait être reproché aux plus hautes autorités d'avoir défendu des institutions secouées au plus profond d'elles-mêmes par des échecs d'une telle ampleur. Le corporatisme (11), pour autant, n'aurait pas dû être encouragé et les services n'auraient jamais dû être présentés comme des forteresses assiégées. Entre les réformes précipitées imposées par calcul ou par panique aux États-Unis après le 11 septembre, et le refus, obstiné, de prendre la mesure des efforts à entreprendre pour réparer ce qui devait l'être, une voie médiane, celle de la raison et du pragmatisme, aurait pu être empruntée. Sans doute cette voie aurait-elle été plus praticable si le refus de toute critique n'était pas venu de l'institution policière elle-même, le ministre de l'Intérieur étant alors plus la victime de l'immobilisme de ses subordonnés que son initiateur.

Face au djihadisme, phénomène ancien sans cesse changeant, il faudra peut-être admettre que la seule stratégie qui vaille consiste à tenir la position grâce au renforcement permanent des capacités d'investigation, d'analyse et d'action, légale ici, clandestine ailleurs. Trois pistes s'offraient aux autorités après l'année 2015 : réformer avec ambition des services pris en défaut, étudier avec attention les difficultés internes ayant permis aux terroristes de frapper, ou tenir une position de déni en attendant que l'orage passe. Mais ces orages-là ne passent pas. La responsabilité était alors et reste aujourd'hui de réfléchir sans tabou et d'encourager l'innovation – au moins conceptuelle. La mission est complexe, et elle ne peut être accomplie qu'avec courage, intelligence et lucidité. « L'ambition dont on n'a pas les talents est un crime (12) », particulièrement en matière de contre-terrorisme.

Les trois clés pour la souveraineté numérique

La souveraineté numérique est l'idéal vers lequel tout le monde tend, mais qui semble difficilement atteignable sans une réelle prise de conscience de tous et le soutien du gouvernement... Par Renaud Ghia, Frans Imbert-Vier, Lionel Roux, Olivier Detour, Thomas Fauré et Sabine Marcellin (*)

Aujourd'hui, des entreprises françaises stockent leurs données sur les clouds d'Amazon (AWS), de Google ou de Microsoft et de nombreux Français échangent quotidiennement sur des messageries et applications qui collectent leurs données pour les partager avec les GAFAM. Mais comment agir pour que les solutions françaises et européennes deviennent une évidence et un réflexe pour toute la population ?

Voilà un défi qui sans exagération aucune peut être qualifié de vital pour l'Europe. Un défi auquel ne saura répondre qu'une mobilisation forte sur le plan économique et légal, mais aussi social.

Les ressources économiques

La souveraineté numérique se joue majoritairement au niveau des financements, et ces derniers ne suivront que si le gouvernement croit en ces acteurs du numérique européens et fait de leur promotion une priorité, à commencer par exemple par faire changer le code des marchés publics et évaluer systématiquement le bien-fondé du choix d'une technologie extracontinentale selon l'exemple du CFIUS (Comité pour l'investissement étranger aux États-Unis).

D'après une étude publiée le 11 février 2021 et réalisée par Guillaume Roulleau, Fayçal Hafied et Chakir Rachiq, trois économistes à la direction générale du Trésor (ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance), les acquisitions prédatrices de jeunes entreprises innovantes (JEI) par de grands groupes pour étouffer la concurrence restent un phénomène « marginal » ; à hauteur de 6 % maximum, mais qui, dans les faits, a de fortes conséquences. Ces rachats devraient être plus contrôlés, et effectués en priorité par des entreprises françaises. Au-delà de ce phénomène, ce sont les financements qui manquent pour soutenir les innovations françaises.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44

Des efforts sont faits du côté du gouvernement pour soutenir les entreprises françaises développant des technologies d'avenir et les aider à mieux se financer, par exemple avec le lancement d'un fonds d'investissement de 150 millions d'euros l'année dernière ou encore pour renforcer la cybersécurité des systèmes sensibles, après les cyberattaques contre deux hôpitaux, avec un plan d'un milliard d'euros. Un soutien qui n'est certes pas négligeable, mais qui nécessite d'être accompagné par des actions concrètes pour que l'on puisse voir une réelle amélioration.

Au-delà des financements, la problématique est aussi culturelle, et veut que les entrepreneurs européens, plus rarement confrontés dans leurs parcours à la croissance rapide à l'américaine, n'osent pas prendre de risques. Ils font aussi face à de nombreuses contraintes légales caractéristiques au Vieux Continent, qui font aplatiser leurs courbes de croissance.

Le cadre légal

En effet, l'argent n'est pas tout, et doit s'accompagner de mesures juridiques adaptées. Choisir des solutions françaises ou européennes c'est avant tout faire le choix de sécuriser ses données personnelles ou celles de son entreprise. Ce sont les seules garantes d'une souveraineté double, à la fois sur les technologies et sur les données. Dans ce sens, le cadre légal en Europe, parfois estimé comme trop contraignant, a l'avantage de permettre de lutter contre les principaux risques tels que l'espionnage. Il est devenu un point différenciant alors que de nombreux acteurs sont soumis à des législations étrangères qui leur imposent, par exemple, l'obligation d'obtenir sur demande des autorités les clés de chiffrement des utilisateurs, et de pouvoir récupérer leurs données personnelles.

En même temps, même si la CNIL agit au quotidien pour le respect de la vie privée numérique et ne manque pas d'infliger de premières amendes, comme en décembre dernier pour les 100 et 35 millions d'euros d'amende adressés à Google et Amazon à cause du non-respect de la législation sur les cookies, ces actions prennent beaucoup de temps et mériteraient d'être plus régulières. La lenteur des procédures en Europe a un effet protecteur pour les GAFAM, et elles savent l'entretenir par leur puissant lobbying que les Etats européens doivent apprendre à contrer.

Sur un autre plan, lundi 11 janvier 2021, Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI, l'autorité nationale en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information, a indiqué que les attaques informatiques criminelles étaient au plus haut en 2020. La raison ? La sécurité des systèmes informatiques des entreprises n'était pas assez forte. Avec la mise en place massive du télétravail par exemple, de nombreuses entreprises ont adopté les visioconférences d'éditeurs américains aux dépens de leurs données sensibles et confidentielles. Entre l'espionnage industriel et les rançongiciels envoyés dans les entreprises, les tourmentes autour des données personnelles chez les particuliers avec récemment le scandale Whatsapp, mais aussi la recrudescence des cyberattaques contre les hôpitaux, que faut-il de plus pour que les solutions européennes sécurisées soient davantage considérées ?

L'évolution des mentalités

Face à cette situation alarmante, les efforts sur le plan économique et légal ne suffiront pas. La société tout entière doit évoluer.

En effet, aujourd'hui le sujet de la souveraineté numérique est absent des discussions du quotidien, et cette absence est d'autant plus criante que notre usage du numérique s'intensifie. Ce n'est pas que les Français ne s'y intéressent pas mais plutôt que ces solutions se font cannibaliser par les géants américains, car ces derniers sont des automatismes pour de nombreuses personnes. Or, il est possible de changer cela au quotidien en perdant ces réflexes et en faisant disparaître de notre langage quotidien des marques qui risqueraient de devenir des antonomases. C'est un travail d'évangélisation qu'il faut mettre en place en montrant les alternatives possibles aux géants américains. Même si la crise du Covid-19 aura soulevé de nombreux sujets et particulièrement celui de la sécurité des données avec la mise en place du télétravail, les entreprises ne sont pas assez sensibilisées aux avantages de se tourner vers des solutions européennes et de soutenir l'innovation européenne.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

JUIN 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 45

Le choix de se tourner vers une solution européenne et souveraine est encore trop souvent fait après qu'un scandale ait éclaté, ou par peur d'amendes, comme avec l'utilisation des données personnelles, or ce choix pourrait être fait bien avant pour éviter que ce genre de situation ne se produise.

En parallèle, une éducation aux enjeux de la souveraineté numérique est nécessaire dès le plus jeune âge à l'école afin de façonner l'utilisation que ces nouvelles générations auront de ces outils dans le futur. Comment reprocher à quelqu'un de se tourner plus naturellement vers un éditeur quand c'est le seul dont il a entendu parler la majorité de sa vie ? Tant qu'il n'y aura pas une vraie diffusion de cette culture à tous les niveaux, nous aurons beau parler de souveraineté numérique, ce terme restera trop abstrait pour s'imposer dans le quotidien.

Il faut nous libérer des puissances extérieures qui ont aujourd'hui entre leurs mains nos données mais surtout les technologies que nous utilisons tous au quotidien et dont nous dépendons. En cas d'éventuelles tensions avec l'une d'elles, nous pourrions alors être coupés de technologies structurantes. Du jour au lendemain, ces puissances peuvent potentiellement mettre en péril le fonctionnement de nos industries et de toute notre société. Il y a urgence à assurer notre indépendance technologique.

Ce n'est que si les conditions économiques, légales et les mentalités suivent que nous pourrions tendre à une vraie souveraineté numérique. Or, les trois ne peuvent se construire que sur un seul socle : la volonté politique. Et c'est en prenant des décisions fortes comme la nouvelle stratégie nationale pour le cloud annoncée par le gouvernement le 17 mai 2021 que nous pourrions y arriver.

Tribune cosignée par : Renaud Ghia, CEO de Tixeo Frans Imbert-Vier, CEO d'UBCOM Lionel Roux, CEO de Wimi Olivier Detour, CEO de Netheos Thomas Fauré, CEO de Whaller Sabine Marcellin, Avocate associée de DLGA, droit du numérique - latribune.fr

IN MEMORIAM

Savoie: un légionnaire se tue lors d'un entraînement en montagne, un deuxième blessé

Par Le Figaro avec AFP

La victime décédée était âgée d'une trentaine d'années. OLIVIER CHASSIGNOLE / AFP

Un légionnaire est mort et un autre a été blessé lors d'un accident survenu jeudi 3 juin tandis qu'ils s'entraînaient en montagne en Savoie, selon les secours et l'armée. La cordée des deux militaires évoluait en début d'après-midi dans le secteur de la pointe de Gargan (2767 mètres), dans le massif du Beaufortain, quand un pan de neige s'est détaché, selon le Peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM) basé à Bourg-Saint-Maurice, qui a ouvert une enquête.

La victime décédée, âgée d'une trentaine d'années, appartenait au 2e régiment étranger de génie, basé à Saint-Christol-d'Albion (Vaucluse), et évoluait en cordée avec un militaire de la même unité qui a survécu, selon la 27e brigade d'infanterie de montagne, à laquelle appartient le régiment.